

assemblées et corps spécialisés, comme notre Institut, sur les assemblées comportant des buts trop génériques et trop vastes. La question du blé, par exemple, traitée en marge de la Conférence, en petit comité d'ailleurs par les principaux intéressés, a abouti, faisant exception à la règle, à quelques résultats pratiques. Par contre l'insuccès dans la question de l'or a découlé d'un défaut d'accord préalable entre quelques grands pays.

Le malentendu principal de la Conférence de Londres a été d'entendre l'internationalisme dans le sens de *super-nationalisme utopique*, théorie se limitant à créer de nouveaux instruments ou organes *supranationaux* sans efficacité pratique, au lieu de faire de *l'internationalisme* dans le sens *d'intra-nationalisme* (pour adopter le néologisme d'un économiste américain) visant au *rétablissement de l'ordre économique de chaque Etat, puis au rétablissement de l'ordre économique dans les rapports bilatéraux des Etats*.

Le grand principe pratique qui me semble se dégager actuellement, en vue de la solution des problèmes économiques mondiaux, est d'en attendre l'effet surtout de l'action nationale de l'Etat appuyé sur les organisations économiques corporatives.

En fonction de ce principe, il est opportun pour l'Institut d'affirmer plus que jamais son utilité, comme représentant des Etats dans le domaine spécialisé de l'agriculture et en tant que Confédération suprême des organisations agricoles, par l'entremise de notre Commission Internationale Permanente des Associations Agricoles, dont, je pense — et voici ma conclusion finale — nous devrions intensifier le plus possible l'activité.

Rome, Décembre 1933.

Agriculture et Industrie

(Article publié par l'auteur en 1931 dans le journal portugais *A Voz*)

Les défenseurs de la terre proclament: «La richesse agricole se trouve au-dessus de tout, parce qu'elle produit le pain, l'aliment qui forme la base irréductible de subsistance de l'humanité; on peut vivre à la rigueur en se passant des produits de l'industrie, mais sans les produits agricoles on ne pourrait faire autrement que de mourir». A quoi les industriels, abondamment pourvus de science économique, répliquent: «Il en serait sans doute comme vous le désirez si la notion de la valeur en économie était la notion vulgaire de la *valeur utilité*; mais la vérité est qu'une chose de la plus grande utilité n'a de valeur en économie que si elle atteint un certain degré de rareté ou de difficulté d'acquisition. Rien n'est plus utile et nécessaire que l'air que nous respirons: or, cet air que nous respirons n'a aucune valeur en économie. La totalité de la production agricole d'une société peut fort bien avoir une utilité plus grande que la totalité de sa production industrielle; cependant, si la première représente une acquisition de valeur de moindre coût et de parité moindre, par suite d'une offre plus grande et d'une moindre demande, elle vaudra moins que sa rivale, elle aura une moindre valeur économique.»

Il nous est loisible, nous, les défenseurs de la terre, de renchérir à notre tour:

La valeur économique individuelle n'est pas la même que la valeur économique sociale. S'il convient à une société agricole d'avoir d'abondantes subsistances, il ne faut pas que cette abondance fasse baisser les prix agri-

coles à un tel point que la profession agricole soit moins rémunérée que les autres. Il est évident que de cette façon la profession serait abandonnée, ce qui ferait remonter les prix, et au milieu de ces oscillations et de cette instabilité la société subirait un préjudice encore plus grand que l'individu. Ce qui convient donc au peuple ce sont des produits agricoles en quantités suffisantes et des prix agricoles rémunérateurs, conditions apparemment incompatibles dans un critère économiste pur, mais qu'un Etat compétent peut néanmoins garantir.

*

C'est un phénomène connu que, par suite de la loi de l'offre et de la demande, une maigre récolte, du fait qu'elle produit une hausse plus que proportionnelle, peut fournir au propriétaire et à l'agriculture une recette plus importante; alors qu'au contraire, une récolte abondante, au lieu d'être une bénédiction peut devenir une catastrophe en conséquence de l'abaissement des prix. L'économie classique dira donc: «Cela est fort bien, car l'avantage économique recueilli par le propriétaire dans le premier cas l'encourage à étendre ses cultures, et, de la sorte, le déficit de la production sera automatiquement corrigé l'année suivante; de même, dans le second cas, la dépression des prix agit comme un frein et ramènera l'année d'après la production à son état normal.» Or, les choses ne se passent nullement ainsi: le propriétaire ne peut augmenter avec prudence son intensité productive encouragé par les hauts prix, parce qu'il sait qu'une abondante récolte peut fort bien avilir le marché l'année suivante. Pour certaines denrées, la loi de l'alternance des bonnes et des mauvaises récoltes tend même à devenir constante. En outre, du fait que le propriétaire s'occupe aussi d'arbres et d'arbustes (cultures qui ne

peuvent être modifiées qu'au cours de larges périodes), et même de cultures alimentaires ayant des périodes de production souvent supérieures à un an, — que, pour des raisons d'humanité, il lui faut s'adapter à l'offre de main-d'œuvre, et que le lock-out et le chômage violents lui répugnent, il ne peut, comme l'industriel, trouver dans la loi de l'offre et de la demande, l'équilibre, ou tout moins l'oscillation autour de l'équilibre.

Si le mécanisme économique naturel ne le protège pas d'une façon positive, il est attaqué par l'entente tacite et le complot de toutes les autres professions économiques dans le but de modifier la justice distributive contre le propriétaire agricole.

Le propriétaire souffre donc de deux grands maux: l'*anarchie* économique, faussement placée sous l'influence d'une loi de l'offre et de la demande, qui ne peut s'appliquer à l'agriculture; le *capitalisme*, ou la prédominance illégitime dans la vie sociale et politique des éléments économiques non agraires, facilement alliés contre l'agriculture. Contre ces deux grands maux deux grands remèdes sont réclamés, qui, en fin de compte, se réduisent à un seul: la restauration d'un Etat *fort* et *corporatif*.

Contre le premier mal, en effet, il n'y a qu'à remplacer le mécanisme inefficace de la concurrence, le sombre marché de l'offre et de la demande, par une règle de *politique agrophile*, de juste protection à l'agriculture, qui n'est favoritisme ni concession d'un privilège abusif, mais simplement le retour aux conditions d'équilibre que la vie sociale anarchique ou individualiste ne garantit pas. Contre le second mal il n'est d'autre remède que le *corporativisme*, afin que la corporation agricole puisse opposer sa force d'unité à la cohésion naturelle qui existe entre les éléments industriels et mercantiles du capitalisme.

*

Le résultat curatif de ces remèdes doit entraîner une situation économique de prix agricoles rémunérateurs et de denrées agricoles abondantes, résultat qui à première vue semble absurde selon les principes de l'économie classique ou libérale. L'Etat agraire et corporatif est cependant capable de parvenir à cette fin, qui est d'ailleurs la seule condition compatible avec la prospérité durable et normale des professions commerciale et industrielle dans leur ensemble et continuité, attendu que les situations anti-agraires bénéficient davantage certains industriels et certains commerçants que la totalité de leurs corporations.

Nous nous apercevons maintenant que nous sommes remontés à l'origine et que nous sommes revenus au grand précepte de la prière dominicale, *notre pain quotidien*; faire que l'agriculture ait une production abondante à des prix rémunérateurs c'est accomplir le précepte du pain quotidien, car si la production abondante représente *le pain pour tout le monde*, même pour ceux qui ne cultivent pas la terre, le prix rémunérateur représente le pain quotidien *pour celui qui travaille la terre*. Dans le régime industriel, au contraire, le travailleur des champs est condamné, par un révoltant paradoxe, à manger cher le pain qu'il produit.

Le déséquilibre entre les prix agricoles et les prix industriels oblige le travailleur des champs à se contenter d'un moindre salaire, ce qui revient à dire manger moins de pain ou le manger plus cher. Le régime industriel est donc un gigantesque sophisme économique, une embûche universelle pratiquée par laquelle les sphères sociales du mercantilisme jouissent d'une plus value, d'une rente non gagnée; il s'est consolidé au prix d'une servitude de la glèbe camouflée, imposée à l'agriculture par le mécanisme de l'agio du prix industriel sur le prix agricole. Au lieu

du pain quotidien pour tous selon une règle de justice proportionnelle, règne le précepte non avoué mais très réel du pain blanc pour l'ouvrier industriel et du pain de seigle ou de maïs pour l'ouvrier agricole, traduit dans ce fait évident à tous les regards de la désertion des champs vers les villes.

*

Les différences et infériorités de l'agriculture par rapport à l'industrie sont l'objet d'une énumération très complète dans le livre de Berkelbach et Hulton, *The pinch of plenty*. Je me permets de la résumer ici.

1) Dans l'agriculture, le phénomène de la séparation de la propriété et de l'exploitation par l'affermage est le plus commun.

2) Le cycle reproductif du capital dure une année. (1)

3) Le recours au crédit est plus difficile.

4) La production est *spasmodique* et par saisons.

5) La livraison également, qui inonde le marché tout d'un coup.

6) Si les prix viennent à tomber, il est impossible de cesser les opérations ou de changer le travail une fois que l'on a semé.

7) Si les prix tombent, ce sont surtout ceux des matières premières, qui sont justement les produits finaux de l'agriculture.

8) La demande des produits agricoles est peu élastique, une grande baisse des prix n'augmente pas sensiblement la consommation.

9) Le marché agricole est, de tous, le plus mal organisé; et il est très difficile à organiser par la coopération. L'augmentation de consommation de certains produits peut être compensée par la diminution d'autres produits: on peut acheter plus de soie, de café, de blé, mais moins

(1) Il peut durer beaucoup plus dans la culture des arbres.

de coton, de vin et de seigle; on peut consommer plus de tabac, de viande et de fruits, mais moins de blé.

10) Le climat, le temps et les fléaux affectent la production agricole.

11) La classification parfaite et l'adaptation des produits à la commande sont impossibles.

12) Les stocks se détériorent.

13) Le produit a beaucoup de poids et de volume, ce qui accroît l'influence de l'intermédiaire et du transporteur.

14) L'agriculture est fort atteinte par la baisse des prix provenant d'une valorisation monétaire à cause du coût de production *rigide*, par les salaires, les rentes, les intérêts, les frais de transport et la demande peu élastique.

15) Les produits agricoles ont souvent un marché plus vaste, ce qui donne moins de défense contre les troubles de la concurrence mondiale, car «les marchés nationaux ne sont pas soumis, pour les matières premières et les produits alimentaires, aux mêmes tendances dépressives que le marché mondial».

16) L'agriculture a besoin, plus que personne, de deux sortes de stabilité: la stabilité monétaire et la stabilité dans les conditions économiques. «L'instabilité est ce qu'il y a de pire pour l'agriculture à cause du lent procédé reproductif, du poids des dettes, des fortes premières charges sur le revenu, de la sensibilité anormale aux mouvements des prix mondiaux et aux conditions des récoltes, de la difficulté du crédit à un taux modéré, de la difficulté d'utiliser le capital dans toute sa capacité, de la demande peu élastique pour ces produits».

«Le XIX^e siècle a fait supporter à l'agriculture le risque additionnel de la concurrence mondiale». L'oscillation des prix a fait que «si les prix s'élevaient, la possibilité d'extension et l'intensification agricole augmentait; si les prix diminuaient, la difficulté de couvrir les coûts

de production rendait nécessaire le perfectionnement de la technique».

«Ainsi, pendant le siècle passé, l'agriculteur était poussé par des forces extérieures à l'agriculture dans le sens d'une augmentation de la production totale, de plus grandes récoltes, de meilleur élevage, d'outillage plus efficace».

«On peut très bien comprendre que pour l'agriculture des pays anciens la protection semblait être une question de simple bon sens». (*Berkelbach et Hulton*)

Rapport entre les prix agricoles et les prix industriels

Toutes les statistiques modernes montrent le grand déséquilibre entre les prix agricoles et les prix industriels, entre ce que l'agriculteur peut vendre et ce qu'il peut acheter. On a même trouvé à ce phénomène la désignation graphique de: *les ciseaux*. Il provient de la difficulté qu'éprouve l'agriculteur, en mauvaise conjoncture, de réduire sa production et de défendre ses prix, à cause des lois économiques spéciales à sa production. Certains économistes, Gray, etc., cherchent à démontrer toutefois que, avant la crise, pendant toute la durée du XIX^e siècle, l'évolution du rapport entre prix agricole et prix industriel a été en sens inverse. C'est-à-dire, l'industrie a donné à l'agriculture des prix de plus en plus bas, avec les courtes exceptions des crises successives, la favorisant encore par l'emploi du surplus de sa population et par la valorisation de ses produits, due à l'influence des chemins de fer comme facteur de distribution, et des grands centres comme éléments de consommation. Les agriculteurs ne seraient donc pas à plaindre, la récente diminution de leur pouvoir d'achat n'étant que la compensation d'une longue période de prospérité.

Nous pensons toutefois qu'une telle compensation n'existe pas.

D'abord, il ne peut y avoir de compensation entre des périodes très éloignées. Une variation de prix à long délai ne signifie rien, car les adaptations ont le temps de jouer; ce sont les variations rapides, comme celles des derniers temps, qui sont vraiment nuisibles et désastreuses.

Ensuite il faut rappeler que le progrès industriel a livré l'agriculture européenne à la concurrence ruineuse de l'agriculture d'outre-mer, qui était comme une industrie minière exportant dans des sacs de blé la fertilité de ses terres vierges. Pour cette même agriculture, ce bénéfice de la baisse progressive des marchandises industrielles a été plus apparent que réel, car si l'industrie abaissait ses prix, elle imposait une consommation croissante, parfois de peu d'utilité objective, absorbait l'épargne de l'agriculteur dans sa capitalisation souvent fictive, allait en augmentant le rendement par ouvrier en même temps que la productivité des terrains agricoles diminuait, et enfin arrivait à pouvoir passer à l'agriculteur le poids majeur des crises économiques.

On a pu au temps présent écrire cette phrase: «L'agriculture, dont le revenu est toujours très faible et qui ne se maintient, ainsi que l'a montré M. Caziot, que par l'amour instinctif et presque désintéressé de la terre». (Lacoin).

Chômage agricole et industriel

On pourrait dire que si le chômage, à l'heure actuelle, ne se manifeste pas tant en agriculture que dans l'industrie, c'est que, antérieurement, le progrès technologique a déjà déplacé de fortes masses de population de la campagne vers les villes. Néanmoins, on doit penser que cela a été une conséquence normale du progrès de la produc-

tion agricole par hectare et par tête, conjuguée avec la non élasticité du besoin de substances alimentaires. A progrès égal d'industrie et d'agriculture, il est normal que l'agriculture libère toujours une certaine masse de main-d'œuvre, que l'industrie emploie à des besoins nouveaux. Du reste, il faut remarquer que si le degré de concentration et d'outillage était, dans l'agriculture, égal à celui de l'industrie, le premier de ces secteurs aurait encore à licencier une grande masse de travail. Pour ces raisons, nous croyons que le phénomène moderne du chômage doit être plutôt porté au passif de l'industrie qu'à celui de l'agriculture. Nous référons ces considérations au cas d'un grand pays industriel-agricole.

Le problème du protectionnisme

(Article publié par l'auteur en 1931 dans le journal portugais *A Voz*)

La dispute entre le libre-échange et le protectionnisme est bien connue en tant que choc entre deux conceptions du monde, champ de lutte ou théâtre de coopération spontanée: selon la position de l'esprit, pratiquement chaque pays s'enfermera dans une forteresse entourée des hauts murs de la défense douanière et résistera à la concurrence exterminatrice des plus forts, ou bien, en hommage à l'optimisme systématique, l'on fera du monde entier un seul marché, où les harmonies spontanées de la liberté garantiront l'intérêt général.

Nous ne pouvons aspirer à apporter quelque chose de nouveau dans cette discussion où, en fait, toute la matière est pour ainsi dire épuisée; les arguments pour ou contre se présentent en interminables lignes de bataille, comme s'il n'en restait plus aucun à mobiliser.

Il nous est cependant possible de bien souligner la position nationaliste en regard de ce problème. A notre

avis, ni la solution protectionniste ni le libre-échange ne satisfont; ce qui ne veut pas dire que nous conseillons une solution *éclectique*, en cousant paradoxalement ensemble, une sélection d'arguments contraires, ou alors une solution *sceptique*, comme celle de Gide, en concluant qu'au fond la prospérité des peuples dépend de raisons autres que l'adoption d'un des types de politique commerciale (doctrine qui correspond à celle de l'indifférence des formes de gouvernement en politique). Comme nationalistes, nous préconisons une position également contraire au libre-échange, individualiste à la base, et au protectionnisme exagéré, qui a quelque chose de socialiste. Nous sommes partisan d'une politique commerciale et douanière que l'on pourrait appeler le *défensionnisme*; elle tendrait à maintenir, en pleine autonomie, le phénomène national dans le cadre des relations internationales, en agissant de façon que ces dernières ne s'érigent point en une sorte de féodalité entre nations avec le vasselage camouflé et l'exploitation des plus faibles, mais prennent plutôt la forme de la *contractualité rationalisée* des libres accords soumis à un plan général. Cette fin n'a pas été jusqu'à présent complètement atteinte par la politique des *traités de commerce*, qui souffre de l'anarchie, de l'empirisme et du libéralisme pratique auxquels conduit l'adoption généralisée de la clause de la nation la plus favorisée.

Cette question du protectionnisme n'est pas une pure spéculation théorique; elle est d'une flagrante actualité, tout en ayant pour nous un grand intérêt pratique.

En ce moment, alors que l'invasion du Portugal par les éléments du désordre économique de la crise mondiale a déjà fait de visibles dégâts, et que l'opinion publique, obsédée par la catastrophe imminente, réclame une nouvelle politique économique pour défendre avec efficacité notre frontière économique, — il est urgent de démolir

les derniers préjugés libre-échangistes qui s'opposent à la nouvelle orientation.

Protectionnisme de légitime défense. — En général, on ne met pas assez en relief ce point: le protectionnisme douanier, aux heures de perturbation économique mondiale, revêt la forme d'un *protectionnisme de légitime défense*. En regard des arguments libre-échangistes ce protectionnisme est absolument justifié, car, si en temps normal, les premiers peuvent avoir un certain poids, il est évident qu'ils ne sont pas assez puissants pour refuser à un pays le droit de créer une quarantaine à l'usage des épidémies économiques que lui envoient l'Orient ou l'Occident. Le fait qu'un pays cherche à s'isoler de la crise mondiale est défendable, même par rapport à l'intérêt des régions du monde où se trouve l'origine de cette crise, car cette dernière sera d'autant plus grande et sa répercussion d'autant plus importante que le nombre des pays qu'elle contagionnera sera plus élevé. Ne nous faisons pas de la crise une idée *quantitative*, l'idée qu'il y a simplement une *quantité* en plus ou en moins d'argent ou de marchandises; non, la crise est *formelle*, elle vient du désordre économique, de ce que les éléments économiques ne sont pas à leur place, tout comme une machine qui se détraque parce que l'une ou plusieurs de ses pièces se sont déplacées. Ainsi donc, la perturbation de l'équilibre tend à se propager à tout le mécanisme, créant de nouveaux déséquilibres qui se superposent au déséquilibre primitif; aussi convient-il d'isoler et d'immuniser les zones susceptibles d'échapper à la contagion du mal.

Le Portugal, pays surtout importateur, pourrait facilement s'isoler de la perturbation moyennant l'usage énergique et opportun du remède douanier et d'un actif développement de l'exportation; il s'agirait, bien entendu, non d'une politique de protectionnisme agressif, conqué-

rant, tendant à fermer notre marché et à s'emparer de celui d'autrui, mais bien d'une politique de défense destinée uniquement à maintenir le *statu quo* des prix. Par l'élévation du tarif douanier nous chercherions, non à diminuer l'importation, mais simplement à éviter que l'article importé ne se présentât sur notre marché à un prix inférieur à celui d'avant-crise; la perturbation économique serait ainsi évitée dès son point de départ.

Il nous semble très clair que si un pays donné s'efforçait de se préserver intégralement des reflets d'une crise dont il n'est pas responsable, en se défendant des *modifications des prix* par lesquels ces reflets agissent surtout, et attendant naturellement cette défense de l'élévation proportionnelle des droits d'importation et de la concession de primes à l'exportation aux dépens de cette plus value douanière, — les autres pays ne devraient pas pratiquer de représailles contre ce protectionnisme purement défensif.

En effet, en premier lieu il convient à ces nations que le pays donné se défende de la crise, qu'il est avantageux pour tous de limiter le plus possible; et en second lieu, ces nations ne sauraient se plaindre d'une politique commerciale qui tend à conserver à l'importation et à l'exportation le même chiffre global et qui ne se préoccupe que de la défense des prix.

Libre-échange, protectionnisme et défensionnisme. — La profonde erreur, d'ailleurs apparemment logique, des libre-échangistes, consiste en l'observation que lorsque se produit un déséquilibre dans la balance des comptes entre nations, une réaction spontanée commence aussitôt à se développer dans le sens du rétablissement de l'équilibre. Hypnotisés par l'harmonie de ce mécanisme, ils oublient le mal déjà fait avant que la réaction ait commencé à produire ses effets curatifs; cette erreur est commune à tout libéralisme économique et l'empêche de voir les

ruines sur lesquelles l'initiative individuelle construit péniblement et peu à peu ses nouveaux édifices.

Le défaut logique du protectionnisme est l'exagération de la thèse que le libre-échange apporte la mort économique aux nations économiquement plus faibles, thèse démentie par les faits. Il suffit de dire, ce qui est plus vrai et non moins odieux, que le libre-échange conduit les nations faibles à rendre un vasselage économique aux nations fortes, et celles-ci deviennent les bénéficiaires de la plupart des avantages des échanges internationaux.

Voici comment le nationalisme doit voir le schéma de l'économie mondiale: Le riche pays A et le pauvre pays B, au lieu de produire tous deux des denrées alimentaires et des articles industriels, se sont mis à produire, A des articles industriels, pour lesquels il dispose de conditions tout à fait spéciales, et B des denrées alimentaires, ce à quoi il a une relative aptitude. Le bénéfice social de la combinaison, lorsque celle-ci est livrée à la spontanéité des relations, va cependant profiter au pays économiquement le plus fort, parce que celui-ci possède l'initiative de la combinaison, de plus importants capitaux, et l'avantage des prix qui lui est assuré par la loi de l'offre et de la demande. Le véritable protectionnisme, ce que nous pouvons appeler le *défensionnisme* économique, aura pour fin justement d'assurer une distribution équitable de ce bénéfice social, obtenue particulièrement par la surveillance active de l'Etat intéressé.

Mais deux grands principes doivent appuyer cette directive générale. En premier lieu, la coopération économique internationale possède, pour chaque Etat, les limites que lui imposent la nécessité, une certaine autonomie, une certaine faculté de se suffire à soi-même, condition nécessaire de l'indépendance nationale, d'où le fait que seule une partie relativement modérée de la pro-

duction totale doit se présenter aux échanges internationaux; et, en second lieu, dans les cas d'anormalité, comme la crise mondiale actuelle, un protectionnisme de légitime défense s'impose, ainsi qu'il a déjà été expliqué plus haut.

C'est avec ces réserves que l'on doit développer le commerce international. La vieille formule du traité de commerce ne s'y prête cependant plus; déjà les pays agraires d'Orient se dressent contre la *clause de la nation la plus favorisée*, qu'ils rendent responsable de l'anarchie des rapports européens. Il faut trouver des instruments plus élastiques, des accords plurilatéraux, sur la base concrète du *do ut des*, de l'échange équilibré d'utilités et d'une juste distribution des bénéfices de la coopération internationale.

La légitimité du protectionnisme agricole

(Article publié par l'auteur en 1931 dans le journal portugais *A Voz*)

I

La racine profonde de nos maux matériaux se trouve dans le substratum, dur comme roche, des préjugés économiques. Nous sommes désorientés et ruinés par des erreurs invétérées, comme celle de l'économie du *consommateur*, comme la faute impardonnable de considérer l'Agriculture comme une industrie. Nous sommes trahis par des hérésies économiques, comme le libre-échange, qui ne peut ne pas devenir fondamentalement anti-agraire, comme l'orientation gouvernementale où la bonne intention d'une dictature nationale se montre parfois paradoxalement prisonnière de l'héritage maçonnique et libéral du régime détruit des partis...

Partisan de la Dictature, car je m'honore d'être Portugais et je rends grâce à sa grande œuvre de rédemp-

tion, je me refuse, en cette qualité, à considérer, comme venant de la Dictature, certains aspects du gouvernement actuel, où un mélange de survivances de l'esprit libéral et de parti vient diminuer et compromettre jusqu'à un certain point ses bienfaits. En faisant ces constatations je ne m'écrie pas *A bas la Dictature*; au contraire, je proclame la *nécessité de salut public* de la réalisation intégrale de la Dictature, en mettant de côté tout traitre mélange avec cet esprit antinational, qui est le propre de ses ennemis.

En tant qu'ami, donc, ou, tout au moins, comme citoyen portugais, je crois que l'on ne m'en voudra pas de demander au Gouvernement de la Dictature quel est son programme, quel est sa doctrine économique. Il est bien entendu que la nation qui a donné tant de preuves de discipline en se soumettant aux sacrifices exigés par la restauration financière du docteur Oliveira Salazar, acceptera avec non moins de discipline l'œuvre de restauration économique; mais elle a évidemment le droit de connaître les lignes générales de cette restauration, de savoir quels sont les principes et la doctrine qui y président.

Quelle est la doctrine économique de la Dictature? Quel est le ministère qui en est responsable? Dictature voulant dire unité, nous supposons que ceux qui détiennent les portefeuilles économiques s'entendent étroitement en une pensée commune. Dictature voulant dire sincérité, nous supposons que cette pensée ne tardera pas à être révélée.

Il est clair qu'entre la protection et le libre-échange, l'industrialisme et l'agrarisme, le matérialisme socialiste ou individualiste et le corporativisme, la Dictature devra choisir son programme; non un programme quelconque, indifféremment, mais justement celui sans lequel une Dictature cesse d'être une Dictature...

Comme agriculteur, je désire, en commentant la Représentation de l'Association d'Agriculture, m'occuper spécialement du problème agricole dans le cadre économique général.

L'énonciation de la très grave crise agricole, la déclaration de la terrible situation des céréales, de l'huile et du liège, l'affirmation que tous les produits agricoles sont dénués de protection douanière, tout cela est fort bien dit et déduit dans la représentation. Mais je vois cependant d'ici le sourire sceptique avec lequel l'accueilleront force économistes, lisbonnins de naissance, formés intellectuellement dans l'atmosphère radicale du défunt régime des partis.

Avec la procuration tacite du *consommateur-souverain*, ils dénonceront certainement, dans la Représentation, les manœuvres du producteur, réclamant égoïstement en faveur de ses étroits intérêts de classe. Ainsi faisant, ils obéissent non seulement à leur mentalité économique erronée, mais ils coopèrent en outre, plus ou moins consciemment, à une œuvre de trahison politique, car tout ce qui est susceptible de divorcer l'Agriculture d'avec la Dictature ou de faire régner le malentendu entre elles, revient à priver la Dictature d'un de ses attributs essentiels. En conséquence du poids formidable que représente la terre dans la masse de la nation, les dictatures nationalistes et restauratrices doivent être agraires et agrophiles, et en fait elles le sont. Ceci doit être tout spécialement compris par l'armée, qui soutient la Dictature Portugaise; le soldat, qui défend la terre, comprendra la haute mission de celui qui la cultive, et ne considérera certainement pas l'Agriculture comme une simple pourvoyeuse et fournisseuse de denrées alimentaires à un public de consommateurs plus ou moins nombreux, il y verra plutôt sa dignité de partie intégrante et prédominante de la Patrie.

Le préjugé du consommateur-souverain

L'erreur de ces économistes sarcastiques et rabaisseurs de la dignité de l'Agriculture, la fausseté fondamentale de leur économie réside en premier lieu dans la notion du *consommateur comme fin de l'organisation économique*. Il semble bien à première vue que la consommation est le but de l'économie, mais la vérité est que le but de l'économie, est l'acquisition ou la production de richesses consommables. Leur consommation n'est déjà plus une fonction sociale ni une question d'organisation, elle devient une simple fonction de l'individu et échappe donc à l'ambiance de l'économie, de même que l'air que nous respirons, et, dans bien des cas, l'eau que nous buvons, du fait de leur accessibilité. Nous savons fort bien que dans les manuels classiques d'économie il existe une partie appelée la Consommation, qui est une des branches traditionnelles de l'économie; cependant, une simple inspection des chapitres consacrés à la Consommation nous convaincrerait facilement que leur place serait mieux ailleurs.

Un des chapitres les plus intéressants, celui de l'Épargne, ne s'occupe pas de la consommation mais justement du contraire, de l'*abstention de consommation*, et elle se confond finalement dans ses effets avec un simple acte de production. Tout individu est consommateur, mais il ne peut alléguer de cette qualité dans les discussions économiques; seul peut le faire le producteur, chez lequel coexiste normalement la qualité de consommateur.

Celui qui ne produit rien et qui ne fait que consommer n'a pas voix au chapitre dans les grandes délibérations d'intérêts économiques; il doit ses aliments à une pure raison de solidarité sociale et de respect envers la vie humaine, puisque, en toute rigueur, il se trouve en dehors de l'organisation économique, ceci en supposant

qu'il y ait quelqu'un qui ne produise vraiment rien, qui n'ait jamais rien produit ou qui ne produira jamais rien. Il est clair que ceux qui produisent des valeurs intellectuelles ou morales sont des producteurs et ont place dans l'organisation économique, car ayant quitté, dans une division de travail social, les fonctions économiques dont ils seraient capables pour exercer celles qu'ils exercent, ils ont laissé à d'autres la possibilité de s'adonner exclusivement à l'économie. Ainsi, toutes les valeurs morales et spirituelles ont une cotation économique, une valeur ; sans perdre leur essence transcendante, elles prennent un aspect économique lorsqu'elles sont considérées comme éléments de l'organisation économique. *Sont donc producteurs le médecin, le professeur, le prêtre, le militaire.* Et l'exclusivité dont jouissent presque toujours les ressortissants de chaque pays pour l'exercice des professions libérales peut nous autoriser à dire que la politique économique appliquée généralement par l'Etat au regard des professions libérales constitue le protectionnisme le plus rigoureux. Le militaire ne doit donc pas trouver étrange que l'agriculteur réclame aussi le protectionnisme pour ses huiles et son blé, parce que, d'autre part, la frontière est fermée à l'étranger qui voudrait s'inscrire à notre Ecole de Guerre. En vérité, une nation économique n'est pas un agrégat de consommateurs mais bien de producteurs, et la règle exacte et équitable, en matière de politique économique, consiste à distribuer avec discernement la protection de l'Etat, sans oublier, surtout, l'Agriculture productrice de richesses matérielles fondamentales et d'un type humain essentiel à la santé de la nation.

La conception économique d'une nation de consommateurs correspond à la conception politique du libéralisme, d'une nation de citoyens électeurs et souverains, à l'individualisme négatif du siècle passé. Or, il est déjà

devenu évident aujourd'hui que le phénomène politique consiste essentiellement en la production organique, de la part des citoyens, de l'énergie civique et politique dont l'Etat est l'expression synthétique, en se soumettant activement à la discipline du dit Etat ; l'anarchie et le désordre du libéralisme, au contraire, consistaient justement en ce que l'individu se proclamait souverain, consommateur vorace des trésors accumulés par les générations passées.

II

L'agriculture n'est pas une industrie

Une autre erreur, extrêmement nocive, de l'économie libérale, qui prétend s'adapter, paradoxalement, au climat politique de la Dictature, est celle de considérer l'Agriculture comme une industrie, de la désigner simplement comme l'industrie agricole. Or, nous affirmons énergiquement que l'Agriculture n'est pas une industrie ; sa physionomie économique est tellement originale et différenciée, que même son nom ne peut être commun à cette autre branche de l'économie nationale. Un des avantages, j'imagine, de l'existence d'un Ministère de l'Agriculture, réside justement dans le fait qu'il sert à proclamer cette vérité absolue de l'autonomie de l'Agriculture dans l'ensemble des formes économiques. De bons amis de l'Agriculture sont tombés dans cette grave confusion, tels ces syndicalistes agraires qui préconisent un syndicalisme agraire fait à l'image et à la ressemblance du syndicalisme industriel ; or ceci entraîne une catastrophe, car il ne s'agit plus alors de syndicalisme, mais d'un *hypersyndicalisme* qui oublie deux des plus importants éléments formateurs de l'Agriculture, la *propriété* et le *municipe*,

et qui vient même attacher à la terre le principe marxiste des classes, principe essentiellement anti-agraire.

Productrice des aliments et des matières premières que le monde végétal extrait du monde minéral et que le monde animal extrait du monde végétal, l'Agriculture est l'opération gigantesque et rythmée de l'utilisation de la vie naturelle au bénéfice perpétuel de l'homme. Elle se distingue de l'industrie manufacturière parce que non seulement elle transforme mais encore elle crée, de l'industrie des mines parce que non seulement elle extrait mais aussi elle crée, de l'industrie de l'énergie parce que non seulement elle donne à l'homme la force mécanique mais encore une formule de vie complète pour la satisfaction intégrale des besoins ; et, même au point de vue des moteurs, on ne sait encore si ce n'est pas la forêt qui aura le dernier mot en tant que réservoir plus inépuisable que les bassins houilliers et pétrolifères, si, comme il y a lieu de s'y attendre, le problème du gaz pauvre continue à progresser.

L'agriculture est donc la forme primaire et prototypique, la forme de richesse dont toutes les autres sont dérivées ou accessoires.

Le mécanisme de la concurrence ne s'applique pas en agriculture

C'est donc une injustice déprimante que de traiter l'Agriculture comme une industrie. Mais c'est aussi un dangereux inconvénient gouvernemental.

L'Agriculture, par suite de sa nature même, se trouve souvent dans des conjonctures délicates que l'industrie ne connaît pas et qui font que si le protectionnisme doit être la règle économique générale, il y a lieu, lorsqu'il s'agit d'Agriculture, de considérer un *impératif* incon-

testable. C'est ainsi, par exemple, que la complexité des travaux agricoles rendant presque impossible une comptabilité parfaite, donne lieu à ce que le propriétaire souffre plus facilement du déséquilibre des crises économiques. Il en vient presque à se ruiner sans s'en apercevoir ; il s'avance peu à peu sur le chemin de la banqueroute par la consommation de son capital de roulement lorsque la baisse du marché le force à vendre au plus tôt à des usuriers, parfois même avant la récolte, et finalement à s'endetter d'authentiques hypothèques. L'industriel se défend mieux, car il a la facilité de pouvoir établir un prix de revient rigoureux pour ses articles. En Agriculture, la distinction entre l'exploitation et la propriété est plus générale ; si cette combinaison des deux éléments, même dans des mains différentes, en un tout organique de l'économie présente des avantages sociaux, elle peut avoir l'inconvénient de rendre les opérations de l'Agriculture plus compliquées et l'établissement de la défense de cette profession contre les crises plus difficile.

La production, en Agriculture, présente également un cycle beaucoup plus étendu que dans l'industrie : une automobile se fabrique en quelques minutes, la production d'un grain de blé demande plus d'un an si l'on compte le temps depuis le guéret ; et une goutte d'huile est le produit final d'une opération économique dont le début remonte à plusieurs années, depuis la plantation de l'olivieraie. Ceci renforce encore le défaut de mobilité et d'élasticité de l'Agriculture pour se défendre des crises.

Et comme l'Agriculture digne de ce nom ne doit pas se borner à exploiter, qu'elle doit forcément veiller à la conservation ou à la reconstitution de la fertilité, ceci est encore une autre difficulté pour elle ; en effet, sous des bénéfices apparents, l'Agriculture peut fort bien avoir des préjudices du fait de la destruction insensible des réserves du sol, ainsi qu'il est arrivé dans certaines landes

de l'Alentejo, appauvries et acidifiées par le superphosphate.

Les économistes à la louche doctrine diront que l'Agriculture, tout comme les autres industries (ils s'obstinent à assimiler des termes aussi hétérogènes) pourront, en s'adaptant au mécanisme de l'offre et de la demande, y trouver le moyen de réagir contre les crises en réglant la production sur la consommation. Si le prix d'une denrée monte, signe évident de sa trop grande abondance, le cultivateur n'a qu'à en restreindre la production et l'équilibre se rétablira; si le prix baisse, signe évident de disette, le cultivateur n'a qu'à augmenter sa production et l'abondance et l'équilibre reviendront.

Fort bien. Nous allons cependant démontrer que ce mécanisme de pondération ne peut s'appliquer à l'Agriculture, et nous confirmerons par là notre thèse que l'Agriculture n'est nullement une industrie.

Les prix du marché, pour le produit recueilli, ne peuvent être un motif suffisant pour que le laboureur en accélère ou retarde le rythme productif, comme le fait l'industriel, et ce pour différentes raisons. En premier lieu, la période de production est d'au moins un an, et au cours de cette période la conjoncture économique peut se modifier et se jouer ainsi de tous les calculs; souvent il s'agit de la production d'arbres ou d'arbustes, dont le nombre ne peut être diminué et que l'on mettrait très longtemps à multiplier; finalement, il n'est jamais facile de distinguer si la variation des prix est due à une activité productive disproportionnée aux besoins (excédentaire ou déficitaire) ou à une fécondité plus ou moins grande de l'année. La variation provenant de cette dernière cause vient annuler le mécanisme de l'offre et de la demande, car il est évident que les prix élevés résultant d'une mauvaise année ont des chances de ne pas se maintenir l'année suivante du fait qu'une mauvaise année peut

être suivie d'une bonne année. Dans l'impossibilité où il se trouve de faire la distinction entre les deux éléments, le laboureur ne se livre pas à des calculs spéculatifs sur l'année à venir; il se borne à ensemercer selon une règle de culture qui est le produit d'une longue et traditionnelle évolution, et réussit d'autant moins à émerger des crises pour acquérir une situation d'équilibre économique. Il est encore une dernière raison que nous allons maintenant mettre expressément en relief à cause de son importance: la variation de l'activité productive pour l'adaptation de l'industrie à la conjoncture économique doit se faire surtout par la variation d'emploi de main-d'œuvre. Or, un très gros chômage répugne à l'Agriculture par suite de son esprit tellement social et humain, et très souvent elle continue à occuper son personnel encore que le rendement du travail de ce dernier soit négatif.

Nécessité du protectionnisme ou nationalisme économique

Tous ces motifs éclairent suffisamment la question; ils font voir que l'Agriculture ne peut être traitée comme une industrie et que son équilibre ne peut être confié au jeu de la concurrence pas plus qu'aux excellences et aux harmonies tant prônées de la loi de l'offre et de la demande. En vérité, l'Agriculture est une forme primaire et fondamentale de l'activité sociale dont l'importante fonction court toujours le risque d'être oubliée ou dédaignée par suite de la prédominance que les autres activités économiques tendent à exercer dans l'Etat. Cette prédominance se fonde principalement sur une fausse doctrine et sur une conception économique qui tendent à pousser l'Agriculture vers un champ de concurrence; or,

comme celui-ci répugne à son essence matérielle et morale, sa déroute y est assurée d'avance. C'est à l'Etat, procureur des intérêts suprêmes de la société, qu'il appartient de rétablir et de maintenir les conditions d'équilibre, et ceci conduit à préconiser en faveur de l'Agriculture une politique permanente de protection tendant à assurer des prix compensateurs et une production suffisante. Le mot *protectionnisme* est désagréable et malheureux. Il semble indiquer la misère à laquelle on vient en aide, la faiblesse que l'on soutient, le privilège que l'on accorde...

Or, ce protectionnisme que nous préconisons est le pur agencement d'un équilibre sain, une simple défense nationale au point de vue économique; mieux vaudrait l'appeler *défensionnisme*, ou, d'une façon moins barbare et plus simple, *nationalisme économique*. Aussi légitime que les droits les plus authentiques, ce protectionnisme ou nationalisme est une haute doctrine, qui conserve à l'Agriculture les conditions qui lui sont propres en tant que pourvoyeuse de notre pain quotidien et productrice du type ethnique national normal et sain, base de l'existence et de la santé physique et morale de la nation. Il est bon, cependant, de toujours proclamer que la revendication du protectionnisme en faveur de l'Agriculture n'est pas un cri de misère mesquine ou d'intérêt de classe étroit qui en appelle à la providence de l'Etat, mais bien l'expression d'un droit légitime, qui exprime à son tour une condition fondamentale de la vie sociale et nationale.

Seuls ne pourront le comprendre ceux qui s'obstinent à appeler l'Agriculture une industrie, *l'industrie agricole*, absurdité et maladresse verbales de même ordre que la prétention qui consisterait à vouloir appeler l'industrie *agriculture industrielle*.

Révision et actualisation de quelques points de vue critiques sur le libre-échange

1) Le monopole industriel que donnaient à certains pays les mines de charbon a cessé du fait de la découverte de nouvelles sources d'énergie: l'électricité, le pétrole, le gaz pauvre.

2) Le monopole industriel, qui provenait d'une tradition de perfection technique, a été compromis par le perfectionnement de l'outillage, qui permet l'emploi de n'importe quelle main-d'œuvre.

3) L'internationalisme économique, en créant des industries avec des matières premières d'origine étrangère, a montré pour chaque pays la possibilité d'avoir des industries indépendamment de l'existence de ces matières premières, ce qui a conduit au développement de l'idée de l'autarchie, du nationalisme économique; c'est donc l'internationalisme économique qui a ouvert la voie au nationalisme.

4) Le phénomène moderne de la rénovation, après de courtes périodes, de l'outillage industriel, favorise la nationalisation des industries, car on peut toujours, au lieu de renouveler l'outillage dans le même pays, employer le capital nouveau à créer dans un autre pays des installations industrielles de la même spécialité.

5) Deux pays supposés trop protectionnistes arriveraient toujours à échanger des marchandises en excès si elles étaient économiquement échangeables, chaque Etat donnant en bons d'exportation la valeur des droits d'importation reçus en plus.

6) La diminution du commerce international causée par le protectionnisme peut être en partie compensée par l'augmentation de l'industrie et du commerce à l'intérieur du pays.

7) La suppression d'un tarif entraîne une diminution

d'impôt pour l'Etat, une augmentation de consommation et d'épargne pour le consommateur, une augmentation de revenu pour l'exportateur étranger : tout cela représente une diminution économique au pays importateur ; dans l'ensemble des deux pays il n'y a pas non plus forcément amélioration économique si la nouvelle distribution des revenus éloigne encore davantage l'économie de la position d'équilibre.

8) On doit évidemment défendre le protectionnisme pour les industries qui ont la probabilité d'un grand succès d'avenir et pour celles qui sont fondamentales pour l'intérêt général du pays.

9) La spécialisation nationale excessive n'est pas un bien, elle entraîne de graves dangers en cas de crise ou de guerre.

10) Les faits actuels continuent à démontrer la supériorité de l'économie complexe sur l'économie ultra-spécialisée (Brocard, Gaxote).

11) Le libre échange peut amener l'endettement et la ruine du pays.

12) Le protectionnisme donne des avantages fiscaux considérables.

13) Dans l'échange international des usures se sont créées de pays à pays, qu'il est recommandable de faire cesser, même au risque de diminuer la division de travail de nation à nation, ce qui du reste a moins de gravité à cause de la surabondance de biens que le progrès assure.

14) Les libre-échangistes emploient l'argument que l'avantage de la division de travail internationale existerait même dans le cas où l'un des deux pays considérés en relations est inférieur en production dans toutes les branches de l'économie, car un calcul très simple montre que la spécialisation de ce pays dans la production de productivité relativement moins inférieure entraîne une épargne dans l'effort de la production totale des deux

pays. Nous devons toutefois limiter la portée apparente de cet argument par la remarque suivante : il se peut que cet avantage d'une économie de travail existe, mais il se peut aussi qu'il n'existe pas, lorsque la somme des chiffres qui indiquent le coût de la productivité dans une des productions considérées de l'un des deux pays et dans l'autre production de l'autre pays est égale à la moitié du coût de la production totale.

Du reste, la différence de productivité et par conséquent l'économie d'effort par la division du travail, souvent ne sera pas très sensible, et souvent aussi son avantage sera annulé par un facteur d'usure, d'exploitation de la part du pays qui a l'initiative de la combinaison économique avec l'autre pays ; par les frais de transport, par les inconvénients d'une concentration et d'une spécialisation excessives. On pourrait se demander aussi si dans une grande masse de produits les différences et les avantages de la division de travail ne tendraient pas à s'annuler, à se compenser. Pour les cas de très grosses différences de productivité, de prédestination productive naturelle, la spécialisation internationale de la production trouvera toujours le moyen de s'effectuer ; la spécialisation une fois limitée à ces branches de la production, un sain protectionnisme ne saura que l'approuver et la susciter.

15) Ce sont les circonstances plutôt que les théories qui commandent le caractère plus ou moins protectionniste de la politique : en période de dépression économique, on peut dire que la surabondance de richesse qui permettrait entre plusieurs pays une adaptation réciproque et pour ainsi dire automatique, sans dangers ni souffrances graves, n'existe plus : le protectionnisme est donc de bonne règle dans ces conditions. On sort justement de l'état de dépression par l'effort fourni par chaque pays pour augmenter l'ensemble organique de sa ri-

chesse, et par l'issue des négociations commerciales qui permettent d'arriver à une solution d'équité dans le rapport économique avec les pays d'économie complémentaire. Quand, par le développement de l'effort de rétablissement intérieur combiné à l'équilibre économique international, on aboutit à une nouvelle période de prospérité, on peut alors devenir plus libre-échangiste, parce que l'humanité dispose d'une surabondance de richesse qui donne du temps et de la masse pour que le mécanisme de l'adaptation automatique entre les économies nationales puisse jouer convenablement.

16) Une partie du commerce international a eu la base insoutenable des emprunts avancés à l'Etat importateur par l'Etat exportateur et qui, à la fin, ne pouvaient être payés par le premier.

17) Dans tout changement de régime douanier, indépendamment de son caractère protectionniste ou libre échangiste, il y a un effet direct de modification des rapports, de perturbation d'équilibre, qui est fâcheux en lui-même à cause de l'instabilité qu'il représente.

18) Lorsqu'un pays veut s'industrialiser, la considération la plus importante au point de vue de l'intérêt général est de savoir si cette industrialisation représente un double emploi de capital pouvant être évité au moyen de négociations avec le pays d'industrie plus ancienne dans le sens d'un régime équitable des échanges.

Définition sommaire de la crise

(Articles publiés en 1931 par l'auteur dans le journal portugais *A Voz*)

I

Le mot *crise*, qui par analogie avec les altérations des organismes malades a été appliqué aux changements des sociétés en convulsion, peut, dans le cas présent du

grave problème mondial, être insuffisant pour caractériser tout la profondeur et toute l'intensité du phénomène. Crise veut dire changement, *situation passagère*, et tout le monde désirerait que fût également passagère la dépression économique que nous traversons actuellement, alors qu'au contraire il semble bien qu'il s'agit, sous certains aspects, d'un changement *irréversible*, d'un préjudice *définitif*, d'une véritable liquidation de cette fausse prospérité que la réalité des choses n'est pas venue sanctionner.

Je m'empresse d'ajouter que cet aspect de liquidation se présente surtout sur le plan mondial, qu'il frappe tout spécialement les grands pays agricoles exportateurs, alors qu'y sont moins sujets les pays ayant une puissance économique modérée et équilibrée et qui, bien que spécialement agraires, ne sont pas exportateurs de denrées fondamentales. Le Portugal se trouve dans ce dernier cas et la dépression a donc plus de probabilités d'y être passagère.

Le pire de tous les maux pour ces pays — là a été cette exagération colossale de la production, *hyperindustrialisme* (qui embrasse l'agriculture) fondé sur la conception de la capacité indéfinie des marchés lointains ou résultant du jeu inflationniste de la concurrence, qui menait pratiquement les choses comme si cette conception était un dogme inspirateur de toutes les activités.

Les marchés, les pays plus pauvres, achetèrent les produits étrangers, les *raffinements de civilisation* que les grands pays de puissante industrie leur envoyaient. Ils le firent cependant aux dépens de leurs réserves, jusqu'au moment où, sentant que cela les menait sur le chemin de l'appauvrissement, ils commencèrent à donner des signes de saturation ou à s'occuper de se suffire à eux-mêmes au point de vue industriel; et ils n'en purent être empêchés par l'assistance financière dont

les grands pays industriels faisaient accompagner leur pénétration.

C'est là une des causes les plus profondes du malaise économique. Sans doute est-elle aiguë pour les pays pauvres en voie de d'émancipation, car leurs relations avec les autres pays les avaient élevés à un niveau de vie hors de proportion avec leurs ressources; mais elle est encore plus aiguë pour les pays riches, dans lesquels les millions de chômeurs étaient auparavant de véritables *rentiers* des marchés lointains, car ces derniers une fois perdus, ils ont définitivement perdu leur *revenu*, leur *sur-salaire*.

Sous cet aspect, il s'agit d'une *liquidation* et non d'une *crise*. Mais l'esprit moderne, élevé dans le matérialisme du lucre indéfini, veut fermer les yeux à l'évidence, et il continue à voir une simple *crise* là où il s'agit d'une véritable *liquidation*; il ne sait pas accepter courageusement les sacrifices dans toute leur intégrité et le nouveau train de vie qu'exige cette liquidation, ce qui serait encore la manière la plus efficace de rétablir rapidement la situation dans la partie où ce rétablissement est possible.

Au contraire, on en arrive à proclamer le paradoxe que la crise doit se résoudre par l'augmentation des salaires, à cause de l'augmentation de consommation qui en résulterait.

Ce sont les Américains qui le disent, et ils continuent à soutenir, au plus fort de la tempête économique, cette orientation dont un livre de Ford constitue une des manifestations les plus pittoresques et dont Mussolini a donné la figuration expressive suivante: «La prospérité américaine exige que la production et la consommation aillent de conserve. La consommation donnait-elle des signes de fatigue? Aussitôt les conducteurs, comme sur les pistes, cinglèrent le cheval *consommation*. Comment? Au moyen des hauts salaires; puis, comme les hauts salaires ne suffisaient pas, au moyen de la vente à tempérament, de

la production rationalisée à l'extrême; et, finalement, au moyen d'une publicité fantastique qui créait dans l'esprit des éléments de l'inflation morbide. Mais, malgré tout cela, le cheval consommation finit par se fatiguer et la crise éclata en plein.»

La solution de la crise par l'augmentation de la consommation résultant du haut salaire me semble un véritable sophisme, facile à réfuter. Si nous supposons que tous les salaires sont augmentés de 10%, la consommation pourra augmenter de 5% si la population salariée reçoit, par exemple, la moitié du revenu total. L'industrie vendra donc 100% de sa production, et non les 95% qu'elle risquait de ne vendre avant l'augmentation des salaires. Mais, comme l'industrie paie en plus 10% de salaire ou 5% sur la dépense totale, ces 5% d'accroissement de dépenses annulent les 5% d'accroissement de vente. Tout le déséquilibre en quoi consistait la crise continue donc dans le compte des bénéfices de l'industriel, entamant son fonds de roulement et l'empêchant de continuer à payer les mêmes salaires pendant le cycle suivant. Ne parlons pas de la restriction de consommation, qui résultera également de la hausse des salaires par l'augmentation du coût de la production.

C'est donc là une solution manifestement injuste et inopérante, parce qu'elle se borne à faire retomber le poids de la crise sur l'industriel (ou sur son commanditaire), et non, comme il serait juste, à la répartir équitablement dans toutes les classes.

En Allemagne et en Angleterre on suit une politique diamétralement opposée. Mais il faut dire que dans ces pays la politique économique est troublée par de graves aberrations; on y constate aussi bien la résistance des lucreux ploutocratiques que la résistance socialiste des salaires aux réductions qui rendraient la liquidation moins catastrophique et la crise plus passagère. La Russie bol-

chéviste se vante qu'elle est à l'abri de la crise mondiale qui secoue les pays capitalistes. Ces derniers pourraient leur répondre que s'il en est ainsi, le motif réside dans le fait que les dirigeants de ces pays font, par rapport à la Russie soit disant socialiste, beaucoup plus de cérémonies en ce qui concerne les salaires du prolétariat ; à cet égard, ils sont plus socialistes que les bolchévistes, qui exercent sur les salaires et sur le niveau de vie des ouvriers un pouvoir tyrannique.

L'attitude gouvernementale la plus intéressante par rapport à la crise est celle du fascisme italien. Celui-ci s'est mis en évidence dans l'orientation générale du sacrifice équitable de toutes les classes, en commençant par la réduction disciplinée des bénéfices et des salaires, en attaquant donc ce que nous considérons comme la double et profonde origine de la débâcle générale : le bénéfice capitaliste excessif, les salaires socialistes exagérés.

Ce chemin de l'effort discipliné de la nation sur elle-même, harmonique dans tous les secteurs nationaux, auquel collaborent toutes les classes sociales et toutes les professions, où l'on accepte en toute diligence le poids des sacrifices nécessaires afin que se rétablisse aussitôt tout ce qui est susceptible de rétablissement, — est le chemin beaucoup plus du simple bon sens et de l'honnêteté naturelle, que de la science compliquée ou de l'étatisme «génial» ; c'est celui qui s'impose aux vrais gouvernants.

II

Le terrible problème *pratique* que représente la crise économique mondiale dans ses répercussions nationales se simplifierait sans doute beaucoup par la claire connaissance *théorique* des causes et du mécanisme de la perturbation aux formes si nombreuses. Cette claire vision nous

mettrait à moitié chemin de la solution. En effet, on a véritablement l'impression que les économistes n'arrivent pas à y voir clair dans la tempête économique, ce qui peut paraître étrange de la part des représentants d'une science possédant une tradition d'étude aussi longue, et dont le matériel — lorsque ce matériel est humain — semble devoir être à si proche portée de la raison humaine elle-même.

La désorientation des économistes devant la subversion moderne de l'économie est peut-être dûe à ce que la plupart d'entre eux sont des matérialistes, des représentants du double courant socialiste et libéral, incapables donc, par suite d'une répugnance peut-être inconsciente, de reconnaître dans leurs propres erreurs l'origine profonde des maux de l'heure présente.

Qu'il nous soit permis — encore que nous n'ayons aucune autorité d'économiste — rien qu'avec la valeur de notre position intellectuelle réaliste et spiritualiste, libéré de tout matérialisme tant libéral que collectiviste, d'ouvrir quelques perspectives, d'indiquer certaines directions à suivre pour la bonne définition doctrinaire de la crise mondiale.

*

En premier lieu, d'après la surabondance de biens et le degré de progrès technique atteint, il appert que la crise est plus formelle que substantielle, qu'elle est plutôt de distribution et d'arrangement social que de production.

Le mal, dans cette crise formelle, réside donc dans le défaut d'une raison collective informatrice quant aux phénomènes économiques, dans une mauvaise doctrine qui désoriente les économistes, les législateurs et la grande masse des producteurs.

Le cœur de ce mauvais système de doctrines se trouve dans l'hédonisme, dans l'ardent désir du plaisir sans limite, dans la souveraineté du besoin immodéré. Cet hédonisme revêt deux formes : l'hédonisme *capitaliste* du bénéfice excessif, l'hédonisme *socialiste* du salaire maximum. En effet, ces deux influences fatales de la civilisation moderne, le capitalisme et le socialisme, se conjuguent étonnamment ; et je ne parle pas tant de leurs formes organiques ayant leurs centres à New-York et à Moscou, que de ce *capitalisme* et de ce *bolchévisme* qui, en tant que mauvaises tendances sociales se trouvent répandus partout, à tel point que l'on peut dire que dans chacun de nous existe un bolchéviste et existe aussi un capitaliste...

Le *sur-bénéfice ploutocratique* et le *sur-salaire socialiste* ont été les facteurs initiaux de la perturbation. Ils ont été l'origine, en premier lieu, du déséquilibre dans le juste rapport entre l'industrie et l'agriculture, suivi de la débâcle agricole et de la débâcle de l'industrie elle-même.

De quelle façon ?

En premier lieu, le sur-bénéfice et le sur-salaire en s'affirmant surtout dans le secteur industriel, sont venus surcharger le prix industriel par rapport au prix agricole, phénomène qui est partout signalé dans le monde.

Au lieu de l'équité d'échange qui devrait exister entre la subsistance et l'article manufacturé, en un rapport exprimant au point de vue social les valeurs respectives d'utilité, ce rapport, au contraire, s'établit même au-dessous de la proportion du coût du travail, puisque l'ouvrier agricole travaille davantage et dans de plus mauvaises conditions que l'ouvrier industriel.

L'agriculture, relativement appauvrie, devient une annexe de l'industrie et du capitalisme, comme en Amérique, où elle représente réellement la dépendance servile de la haute finance industrielle, comme en Russie, où les

paysans sont opprimés et spoliés par l'aristocratie communiste des villes.

Cet appauvrissement agricole provient lui-même de l'hédonisme sans mesure ; l'agriculture s'est jetée sur le chemin de l'industrialisme, en acceptant de recevoir la catégorie d'industrie, en cessant d'être un mode d'existence, le plus noble et le plus salutaire.

C'est ainsi qu'elle courut vers le but illusoire du rendement maximum ; mais, sous le régime des bas prix imposés par l'industrialisme trépidant, c'était un ruineux effort que de compenser la baisse du revenu net par l'augmentation du revenu brut. De là s'ensuivit la surproduction, et un stock excessif, pesant sur le marché, vint, selon la loi de l'offre et de la demande, avilir encore les prix courants, accentuer davantage leur disparité par rapport aux prix industriels.

Les secteurs industriels sont à leur tour affectés. S'ils étaient, jusqu'à un certain point, intéressés à la baisse des produits agricoles, qui valorisait relativement les salaires et les produits industriels, — lorsque l'agriculture se montra réellement ruinée, la perte de son pouvoir d'achat vint diminuer l'écoulement industriel, et l'imminence de voir la pénurie des denrées agricoles succéder à la surabondance est venue menacer le secteur industriel de la suppression des subsistances.

Une surproduction industrielle finit donc par se présenter devant la surproduction agricole ; non seulement par l'effet de la crise agricole, mais encore à la suite de causes tout à fait particulières au secteur agricole.

La pression socialiste du *haut salaire* et l'ambition démesurée du *lucre ploutocratique* ont naturellement amené l'hypertrophie de l'industrie, comme si le marché consommateur avait pour base une capacité d'absorption indéfinie.

L'aberration a donc consisté en ceci : qu'en partant

du principe que l'ensemble des besoins de l'homme est illimité, on a, dans la pratique, conclu erronément que chacun de ces besoins était également illimité.

La mondialisation du marché sous le régime de l'offre et de la demande, a donc ainsi donné de grandes florescences industrielles dans des régions privilégiées, des concentrations de capitaux et de travail destinées à satisfaire des besoins jugés sans limites, et il en est résulté la surproduction. Mais comme l'étendue économique était devenue mondiale, les déplacements rapides de capitaux et de bras susceptibles de corriger ce mal n'étaient plus possibles. L'économie du monde avait cessé d'être un système de lacs aux ondulations modérées pour devenir un océan aux tempêtes irrésistibles. L'internationalisme économique, le libre-échange, menacent de faire banqueroute!

III

Etrange paradoxe que celui d'une crise tragique où le malaise semble provenir de ce qu'il y a trop de biens, surproduction générale: d'un côté, un stock agricole, de l'autre côté, un stock industriel, qui ne se consomment pas!

Le remède ne semble-t-il pas tout simple: échanger l'excédent agricole contre l'excédent industriel? Mais la vérité est que le caractère mondial qu'a pris l'économie empêche les mouvements économiques qu'entraînerait cet échange, qui est lui-même empêché également par les résistances de classe, l'opposition ploutocratique et l'opposition socialiste.

Voyons cependant comment la crise pourrait se résoudre sous un régime d'autorité économique que nous supposons parfaite.

La crise se définit en deux mots: derrière le phénomène découlant de 12 millions d'hommes sans travail

il y a la réalité originaire de l'excédent de production agricole et de l'excédent de production industrielle du fait que l'industrie congédie ses ouvriers parce qu'elle ne vend pas ses produits.

Réduisons donc le phénomène à son expression individuelle afin qu'on voie clairement son mécanisme et les remèdes possibles.

Surproduction agricole: C'est celle-ci qu'il faut commencer par réduire, parce que la consommation des subsistances se borne naturellement à ce qui est nécessaire; le besoin de subsistances n'a d'ailleurs pas l'élasticité du besoin d'articles manufacturés. La surproduction une fois réduite, la main-d'œuvre inoccupée par l'agriculture s'en va à l'industrie se joindre aux chômeurs de cette dernière, et c'est ici que se trouve le nœud compliqué du problème.

Surproduction industrielle: Supposons que l'industrie soit réduite à deux branches spécialisées, le vêtement et la chaussure, par exemple. Supposons encore que dans la première branche il y a surproduction. Qu'allons-nous faire? En premier lieu reconnaître loyalement qu'il y a déjà eu un préjudice irrémédiable, celui du salaire payé pour cet excédent produit inutilement, tout au moins ses intérêts jusqu'à la liquidation du dit excédent accru de sa perte. Ce préjudice reconnu, nous allons maintenant liquider la situation le mieux possible. Il est clair que cette industrie aura un préjudice encore plus grand si elle continue tous les ans à payer ce salaire inutile; qu'elle congédie donc les salariés en trop.

A quoi allons-nous les occuper? À la seconde branche d'industrie, qui n'a pas d'excédent de production. Mais pourront-ils y trouver des places? Certainement, parce que lorsque tous les biens augmentent dans la même proportion, aucun d'eux n'est en excédent, attendu qu'ils s'échangent intégralement entre eux. C'est pour cela qu'il

ne peut y avoir de crises de surproduction véritablement générales; ou plutôt, pour qu'il y ait adaptation entre la production et la consommation, il suffit qu'il y ait adaptation entre les différentes branches de la production.

Nous résoudrons donc notre cas (et c'est là qu'on discerne le germe de la solution du problème du chômage) si nous plaçons les ouvriers de l'industrie qui *surproduit* dans l'industrie qui ne surproduit point, jusqu'à ce que leurs productions respectives atteignent le même niveau.

Cependant, comment la seconde branche de l'industrie pourra-t-elle occuper les salariés congédiés? Où ira-t-elle chercher le capital frais pour les payer? Comme il n'y a pas de capital disponible, seule une réduction provisoire des salaires jointe à une contraction provisoire des bénéfices lui permettra d'occuper ces nouveaux salariés. Mais une difficulté surgit: si les salaires sont tous réduits, la consommation diminue et la surproduction reparaît donc. Où nous arrêterons-nous dans ce cercle vicieux?

Nous expliquons ainsi le phénomène: le premier résultat de la crise est effectivement une diminution des salaires et de la consommation, mais si la crise est résolue selon les lignes que nous indiquons, il devra survenir aussitôt une hausse des salaires qui absorbera les excédents de production accumulés.

C'est que, lorsqu'il y a excès de production — et c'est ici que s'explique le grand paradoxe de la crise — ces excédents sont en quelque façon apparents. En vérité il y a plutôt diminution, parce que le dit excédent, diminué des intérêts et des pertes, ne se trouve pas disponible pour la consommation, attendu qu'il appartient à un cycle futur de la production; il n'est pas produit au point de vue économique. Il en résulte donc immédiatement une diminution de la consommation; ne se trouve disponible que la partie correspondant à l'article de moindre pro-

duction de la seconde industrie que nous avons supposée dans notre hypothèse.

Lorsqu'il y a excédent de production, il doit donc se produire une réduction transitoire de la consommation (réduction de salaires) pendant la première année, suivie de son augmentation (réintégration du salaire) aussitôt que la réadaptation supposée aura lieu.

C'est que, une fois la nouvelle combinaison productive réalisée, les industriels des deux industries que nous avons supposées comme étant complémentaires peuvent déjà échanger les excédents de leurs articles en de justes proportions, et peuvent ainsi payer à leurs ouvriers l'année suivante un *salaire en articles manufacturés* aussi élevé qu'avant la crise.

D'après ce rapide schéma on pressent combien la crise aurait un remède facile dans un cercle économique limité aux frontières d'une nation douée, par supposition, d'une forte autorité et d'un régime corporatif élastique. Et l'on voit combien sera plus difficile un remède dans le champ international par suite des obstacles au déplacement des capitaux et de la main-d'œuvre (Dieu veuille que les millions de chômeurs ne commencent pas à se déplacer en hordes armées...). Ceci est une accusation grave contre l'internationalisme, qui porte également dans cette crise une autre grave responsabilité: le nivellement international du *standard of life* , qui tend à placer les nations et toutes les classes sur le même pied de luxe et d'opulence.

Usure et instabilité économiques de la guerre

La guerre mondiale, parce que *guerre* et parce que *totale* , était, par définition, en même temps surproduction et surconsommation de tous les éléments susceptibles d'accroître la force militaire, qui est plutôt la force totale

de chaque pays. La hausse des prix, inhérente au régime de guerre, aggravait encore la surproduction, la portant à des niveaux plus hauts que ceux qui étaient effectivement nécessaires. La production étant en soi une opération permanente, possédant des éléments de fixité, et la consommation variant plus facilement, l'arrêt de la surconsommation de la guerre et de l'après-guerre (de la destruction et de la reconstruction) a rendus manifestes les excès catastrophiques de la surproduction correspondante, aggravés encore par la sous-consommation des classes et des pays appauvris, et par les débouchés fermés pour des raisons économiques ou politiques.

En d'autres mots, on peut dire de la guerre était en soi une grosse perturbation économique, potentielle et actuelle, par la surconsommation et la surproduction monstrueuses d'armements, d'aliments et de tous les biens nécessaires à la vie *paroxystique* d'une lutte désespérée, la surproduction devant survivre à l'arrêt de la surconsommation. Cette perturbation a été agrandie par le régime économique, la hausse des prix ayant stimulé démesurément la surproduction, et les prix artificiels, de tendance socialiste, ayant aggravé la surconsommation; et par le progrès, car le progrès a été, pour ainsi dire, également mobilisé et mis en régime de surproduction.

La grande guerre ayant été une guerre totale, ne pouvait pas ne pas *mobiliser* aussi le progrès. Elle a intensifié d'une manière inouïe la production d'inventions nouvelles et la mise au point et l'application des inventions connues; fruit du progrès, elle en a été également la semence. La reconstruction de l'après-guerre a aussi beaucoup stimulé le progrès.

Dans toutes ces interventions, le progrès, à côté de son utilité, a également apporté son influence perturbatrice comme facteur d'instabilité.

Toutes les perturbations de la guerre ont produit en

outre des *usures* énormes. A un certain point de vue, on peut définir la guerre comme l'exploitation d'une moitié du monde par l'autre moitié: c'est ainsi que, selon une étude de la Dresdner Bank, les fortunes nationales des pays belligérants les plus sacrifiés avaient diminué de 14 à 40%, et celles des pays neutres et des belligérants *profiteurs* s'étaient accrues de 7 à 130%.

Usure et instabilité économiques

Usure, au sens très général que nous envisageons, peut se définir comme: le fait de travailler trop peu ou de gagner trop en faisant trop travailler les autres ou en leur faisant gagner trop peu.

Pour réduire à l'unité l'usure et l'instabilité on pourrait dire que l'instabilité est comme une espèce d'usure entre deux éléments économiques successifs. L'inégalité excessive et anti-sociale étant le mal économique, si cette inégalité s'établit entre des éléments économiques successifs, c'est l'instabilité; si elle s'établit entre des éléments économiques coexistants, c'est l'usure.

Le phénomène de la spéculation marque aussi un rapport très intime entre l'usure et l'instabilité.

La spéculation suppose une certaine anticipation du processus de la production, une espèce d'appropriation future des biens, ce qui, en soi-même et contenu dans des limites raisonnables, est une principe de prospérité et de civilisation.

Si cependant la spéculation est excessive et escompte plutôt un changement anormal des conditions, un mouvement d'instabilité, que le développement naturel du processus productif, — l'usure commence, directement liée à l'instabilité.

Il y a, en effet, spéculation, qui peut vite devenir

de l'usure, dans le fait de celui qui achète une créance qui vaudra davantage dans l'avenir, dans le fait du patron qui échange le salaire contre le produit futur du travail de l'ouvrier, dans le fait du consommateur qui, par la fixation de la valeur selon le critérium subjectif donne, dans le prix courant, seulement une partie de la valeur de la satisfaction future en utilité objective. Toutes ces spéculations sont des phénomènes économiques normaux tant qu'elles concernent des différences normales dans le temps. Quand une différence anormale de valeur se présente, il commence à y avoir usure ; celle-ci, dans ces cas, est directement liée à l'instabilité.

*

L'usure, en elle-même, suggère plutôt d'idée d'un défaut, d'un tort localisé, que d'un mal général. Et comme l'idée de la crise a un caractère plutôt de mal général, la conception d'usure semble n'avoir pas assez d'extension pour expliquer la crise. Il faut donc bien insister sur le fait que toute usure, à cause même de son caractère anti-social, entraîne une répercussion ou réaction vers la diminution du pouvoir d'achat, ou plus génériquement, de la valeur de coopération économique du secteur qui est exploité par l'usure. Pour bien fixer cette idée, on doit penser au cas limite d'un usurier qui, ayant abouti à la destruction du producteur, n'a plus, à la fin, sa coopération nécessaire ni pour la subsistance ni pour la mise en valeur de ses capitaux.

L'usure apporte une réaction de l'élément exploité, qui tend à généraliser la souffrance économique à tout le corps social ; ce jeu d'action et de réaction étant un régime de variation progressive d'équilibre, la dépression généralisée à l'origine usuraire s'aggrave de l'instabilité généralisée.

Tant l'usure que l'instabilité ont, à cause de la solidarité économique générale, des anormalités communicatives, contagieuses. L'altération économique d'un certain secteur produit par contre-coup une altération corrélative dans d'autres secteurs. On a même calculé qu'une diminution primaire de la production donne une diminution secondaire à peu près égale dans d'autres branches (Rapport Mac Millan). D'autre part, l'exploitation excessive d'un élément de l'économie par un autre élément, produit, dans le premier, un affaiblissement de sa capacité de coopération, qui doit être considéré comme un mal général.

*

Si, maintenant, nous nous occupons spécialement de l'instabilité économique, il nous faut citer les paroles suivantes de Lacoïn :

«Si l'on reste dans le domaine strictement économique, le seul symptôme vraiment inquiétant que l'on relève dans le fonctionnement de l'économie capitaliste moderne, est une tendance nette à une instabilité croissante». Cet auteur attribue le fait à l'augmentation de la part de l'entreprise spéculative para rapport à l'exploitation familiale, l'augmentation de la spéculation par le progrès des communications et par l'existence d'énormes capitaux flottants «jouant un rôle analogue à celui d'un lest liquide, non compartimenté, qui, sur un navire, se porte automatiquement sur les régions où il peut accentuer les oscillations». L'optimisme excessif, qui est à la base du régime, serait aussi une raison foncière d'instabilité et aussi d'autres causes secondaires, comme l'épargne insuffisante de la part des ouvriers, et l'outillage excessivement onéreux, qui produit des pertes croissantes à la moindre altération de la conjoncture. Tout cela confirme notre thèse générale que l'instabilité est un des

éléments de la crise, dont l'origine se trouve dans l'hédonisme du régime économique, dans la marche capricieuse du progrès et dans les cyclones de la guerre et autres perturbations politiques.

L'économiste Patterson a pu attribuer le renouveau du protectionnisme douanier au besoin de défendre l'économie nationale contre l'instabilité internationale.

Voici la formule typique de Lacoïn pour dépeindre cette instabilité: «L'économie industrielle paraît ainsi se développer à l'aide d'une alternance de périodes d'expansion et de chute, également instables, arrêtées tant les unes et que les autres par certains déséquilibres internes qui, dès qu'ils interviennent, arrêtent l'expansion ou limitent la chute. L'allure de cette économie ressemble ainsi à celle qu'aurait une automobile dont la direction est rompue et qui poursuit sa marche entre deux murs d'une rue, se heurtant tantôt à droite tantôt à gauche et avançant tout de même dans une direction relativement stable».

Le progrès comme facteur de la crise

Le progrès technique compromet l'équilibre économique parce qu'il ne se produit pas uniformément dans toutes les branches de l'industrie et qu'il change l'allure d'accroissement de la production ainsi que celle de la consommation, la situation relative des différentes classes sociales et les conditions d'exportation et d'importation (Lacoïn). (La première série d'effets implique de l'usure, la deuxième de l'instabilité).

Le progrès déséquilibre aussi par l'application restreinte de ses bienfaits (restreinte à l'inventeur, ou plus encore à certains industriels et à certains ouvriers, et surtout parce qu'elle amène la diminution de travail plutôt que l'augmentation de consommation).

Le progrès a été perturbateur de l'économie non seulement par son entité réelle mais aussi par l'idée exagérée que l'on s'en forme. On a par exemple envisagé avec un optimisme trop excessif le progrès après 1924, qui était plutôt une convalescence de l'industrie après la guerre⁽¹⁾ (Lacoïn). On oublie souvent que c'est la marche du progrès technique qui limite l'absorption possible des capitaux, c'est-à-dire le progrès économique. Lacoïn affirme avec raison que depuis une vingtaine d'années la plus grande partie du progrès technique n'a pas été consacrée à une augmentation des consommations proprement dites qui constituent le standard de vie. La part principale a été absorbée par la réduction du temps de travail et par des frais généraux parfois tout à fait légitimes, mais parfois aussi tout à fait inutiles. D'autre part, on a surestimé le progrès technique et l'on est arrivé de la sorte à promettre plus qu'il n'y avait à partager, ce qui a aggravé considérablement la crise dans divers pays, notamment en France. À un point de vue plus général, on peut mettre en évidence la grande partie d'illusion qui accompagne l'idée de progrès; celui-ci a été surtout grand dans certaines industries et relativement modéré dans l'ensemble, surtout dernièrement avec la perte du monopole industriel par la race blanche, l'arrêt de l'émigration, l'arrivée de l'expansion économique aux confins du monde, l'augmentation de la part de la distribution et du fonctionnarisme.

Surcapitalisation et surproduction

On a dit qu'en ce qui concerne la crise mondiale il s'agit plutôt de surcapitalisation que de surproduction.

(1) On estime qu'après la guerre le rendement par ouvrier avait baissé, en Allemagne, de 30 %.

Spécialement dans l'industrie, il y a plutôt augmentation de la capacité de production qu'augmentation effective de la production. L'industrie réagit contre la surproduction par les ententes industrielles et par une adaptation rapide, plus facilement que l'agriculture. On a pu ainsi soutenir que l'augmentation récente de la production mondiale n'atteint pas le coefficient d'augmentation de 40 % en dix ans d'avant la guerre; qu'une certaine surproduction est l'état normal de l'industrie, facteur favorable pour la baisse des prix; qu'aux Etats-Unis la nouvelle capitalisation industrielle ne dépassait pas 4 à 5 % du revenu national (Peyerhimhoff et Snyder). Il s'agissait donc, dans la crise mondiale, plutôt de sous-consommation que de surproduction. La vérité semble être, toutefois, que le chiffre d'augmentation de la consommation était exagéré, et que l'excès des moyennes de production est évident, particulièrement dans certaines industries et dans certains pays, comme l'Allemagne, où l'on évaluait, même pendant la période de prospérité, à 30 à 40 % l'excédent général d'outillage, et les Etats-Unis, où Kilterange Norton chiffrait à 15 milliards de dollars l'excédent consacré annuellement, avant la crise, à la capitalisation industrielle. (Lacoin)

Il importe aussi de remarquer que l'état nuisible de surproduction peut dépendre d'un excédent assez limité de produits, suffisant pour troubler le marché à cause du manque de proportionnalité entre la cause et l'effet qui caractérise le jeu de l'offre et de la demande.

La surcapitalisation et la surproduction viennent des trois grandes causes de la crise que nous avons indiquées: du progrès, du régime et de la guerre; le progrès géographique (matières premières et débouchés, surtout par l'idée exagérée que l'on se faisait de ces derniers), le progrès technique (invention de nouveaux modes de production et de nouvelles utilités), le progrès sociolo-

gique (invention du crédit, etc.); le régime économique fondé sur l'optimisme, l'illimitation, l'absence de discipline, l'hédonisme de l'individu ou de la masse; la guerre, facteur de besoins temporaires énormes en généralité et en intensité, surtout par son caractère de guerre totale et à cause des grands profits qui alimentaient la surcapitalisation.

En ce qui concerne la surcapitalisation, ses grandes causes ont eu souvent comme facteur déterminant la mauvaise organisation de la monnaie et du crédit. «La frénésie de création de moyens de production a été ainsi provoquée par l'abondance des disponibilités financières inutilisables sur les marchés intérieurs». (Lacoin)

Psychologiquement, cela veut dire que les possesseurs de capitaux libres croyaient comme à un dogme que ces capitaux devraient forcément porter de gros intérêts, cela marque l'orientation du public en général vers l'usure, cette orientation étant, au point de vue psychologique, la cause la plus importante de surproduction. Du reste, ces capitaux libres étaient eux-mêmes le produit des usures anormales de la guerre, du progrès et du régime (pays, classes et citoyens nouveaux-riches).

L'abondance de capitaux disponibles, avides de plus d'usure et la tendance naturelle à emprunter de ceux qui sont dans la souffrance économique et en même temps dans l'illusion que cette souffrance peut être très passagère, ont fait l'abus du crédit, ont produit cette «maladie du monde», selon l'expression de Giscard d'Estaing.

L'endettement

Les dettes de guerre, le recours de différents pays au crédit après la guerre, l'endettement privé énorme des propriétés agricoles et industrielles en grande partie

affecté à l'augmentation de la production, le développement extraordinaire de la spéculation, l'aggravation de la corruption morale dans les affaires, surtout dans les grandes sociétés anonymes, ont amené une gigantesque inflation de crédit qui portait en elle-même le germe d'une crise de confiance non moins énorme.

L'abus du crédit a apporté avec lui deux conséquences fâcheuses : la faillite des débiteurs et la défiance, pour l'avenir, des créanciers et des capitalistes. Il existe surtout, à propos de dettes internationales, une grande contradiction entre la doctrine des débiteurs, qui affirment la seule possibilité de payer avec des marchandises, et la résistance naturelle des créanciers à laisser ruiner leurs industries en échange d'un recouvrement problématique de leurs créances. La discussion à ce propos est généralement vaine et oiseuse, car on oublie, ou l'on feint d'oublier, que l'on se trouve dans une situation de faillite, c'est-à-dire dans l'impossibilité de payer sans ruine, et cela justement parce qu'on a abusé du crédit. La grande règle à retenir de ces expériences est que le crédit est une forme de production, élément de la production générale, soumise, dans le régime hédoniste actuel, au préjugé de l'expansion indéfinie, partant très susceptible d'inflation, de surproduction, ce qui se paie par des catastrophes d'autant plus graves que le crédit commande la monnaie, comme la monnaie commande toute l'économie ; la grande règle de l'économie saine est donc de toujours limiter la participation du crédit à une partie limitée de la production.

L'endettement excessif, triomphe suprême de l'*usura vorax*, n'est donc pas étranger à la conception générale de surproduction, qui est une destruction de capitaux, par erreur de calcul comptable, de capitaux propres ou de capitaux empruntés, dans le cas d'endettement excessif.

L'expérience américaine

(Article publié par l'auteur dans le numéro de Novembre 1933 de la revue *Integralismo Lusitano*)

Aux Etats-Unis d'Amérique, comme dans tout le monde civilisé, le progrès a dernièrement exercé la dévastation de son brusque avènement sous la forme particulière de l'invention du moteur à explosion, de la machine agricole, de la fabrication d'automobiles en série, qui ont produit le chômage, l'excédent de production agricole, le nouveau règne du pétrole et du caoutchouc dans les Bourses. Le système économique, au lieu d'atténuer habilement ces déséquilibres du progrès, ne leur opposait d'une part qu'un régime théorique de liberté, qui laissait le désordre s'accroître, et d'autre part que des coalitions économiques partielles et illusoires, des zones fermées d'économie collective qui, réagissant contre le désordre, ne s'y prenaient que d'une façon unilatérale qui l'aggravait encore. Finalement si la grande guerre n'a pas représenté pour les Etats-Unis de dévastation de territoire, de population ou même de capitaux, puisque, au contraire, sa neutralité du début a fait affluer dans le pays une grande partie de l'or mondial, elle lui a apporté, dans sa prospérité même, anormale et subite, des facteurs de crise : développement agricole qui, une fois la paix et les productions européennes rétablies, a montré qu'il était excessif, expansion industrielle qui, à bref délai, s'est trouvée sans marchés.

La crise en Amérique, comme dans beaucoup d'autres pays, avait un double aspect, agricole et industriel : la crise agricole présentait des caractéristiques absolument différentes de la crise industrielle.

Dans l'industrie, la meilleure organisation et la plasticité plus grande de ses éléments a fait suivre l'avènement de la dépression d'un mouvement en quelque sorte

défensif contre cette dernière : diminution de production entraînant la conséquence fatale du chômage, ce qui permet d'éviter une baisse de prix excessive et débarrassa relativement les entreprises du déficit d'exploitation et de l'endettement.

L'agriculture, au contraire, a supporté tout le poids de la crise du fait qu'elle n'a pas réagi contre elle, à cause de sa dispersion naturelle, et encore parce que l'agriculture présente l'aspect, d'ailleurs sympathique, qu'elle congédie difficilement son personnel ; elle préfère s'endetter, se contenter de bénéfices correspondant à des salaires de famine, à chasser les êtres humains de son système de production, pour que celui-ci devienne, au point de vue comptable, d'un meilleur rendement. Il arrive même qu'avec la dépression des prix, par exemple du blé, l'agriculteur peut être sollicité d'augmenter sa production au lieu de la diminuer, afin d'obtenir ainsi le numéraire nécessaire au paiement de la rente ou des intérêts de sa dette.

Tout ceci confirme d'une part la grande séparation qui existe entre l'Agriculture et l'Industrie, car à la première forme de production, qu'il serait une grosse erreur d'appeler industrie agricole, ne s'appliquent pas une grande partie des lois techniques de l'économie qui ont été établies en ayant en vue l'entreprise industrielle ; d'autre part, cela montre de caractère plus social et plus humain de l'agriculture, qui est plutôt *un moyen d'existence* qu'une *formule mécanique de production matérielle*.

Cette résistance à ne pas congédier son personnel rend l'agriculture, en regard de l'industrie, victime d'une injustice dans la répartition du revenu social, car les chômeurs étant entretenus par la collectivité, le secteur de l'économie qui s'en est délesté se trouve relativement favorisé.

Ceci explique comment en Amérique et dans d'autres

pays la crise a revêtu ce double aspect : pour *l'industrie*, des *prix relativement pas trop bas*, un *équilibre relatif des comptes de l'entreprise* et *peu d'endettement*, au prix de la *restriction de la production* et du *chômage sur une grande échelle* ; et pour *l'agriculture*, des *prix beaucoup plus bas*, le *déséquilibre de l'exploitation*, un *fort endettement*, une *production excédentaire*, et un *chômage relativement restreint*.

Il est clair que dans une telle situation le marché des capitaux ne peut pas ne pas s'en trouver également déprimé, car l'insolvabilité et la liquidation imminente des propriétés agricoles tout comme l'impossibilité absolue d'expansion des entreprises industrielles, découragent la capitalisation. Tout ce déséquilibre général, et ceci d'autant plus qu'il progresse et croît journellement, se traduit par un sentiment dominant de manque de confiance, qui présente, pour ainsi dire, la synthèse psychologique de toutes les influences dépressives, elle-même étant éminemment dépressive.

La crise américaine s'exprime, d'une façon sommaire, par la bonne dizaine de millions de chômeurs qui existe dans le pays.

Mais le déséquilibre fondamental entre l'agriculture et l'industrie, la modification de la valeur relative entre le produit agricole et le produit industriel, qui empêchent que l'un s'échange intégralement contre l'autre, ressortent en toute évidence du tableau suivant :

TENDANCE GÉNÉRALE DES PRIX ET DU POUVOIR D'ACHAT
DES AGRICULTEURS AUX ETATS-UNIS

(En prenant comme base 100 la moyenne d'Août 1909 à Juillet 1914)

ANNÉES	PRIX DES PRODUITS AGRICOLES							Prix des arti- cles qu'achè- te l'agri- culteur	Rapport entre les prix obtenus et les prix payés
	Céréales	Fruits et Légumes	Coton et ses graines	Animaux	Produits laitiers	Basse- cour	Moyenne générale		
1915....	120	83	78	104	98	103	100	103	95
1916....	126	123	119	120	102	116	117	124	94
1917....	217	202	187	173	125	157	176	149	118
1918....	226	162	245	202	152	185	200	175	114
1919....	231	189	247	206	173	206	209	200	104
1920....	231	249	248	173	188	222	205	194	106
1921....	112	148	101	108	148	161	115	150	77
1922....	105	152	156	113	134	139	124	146	84
1923....	114	136	216	106	148	145	135	149	90
1924....	129	124	211	109	134	147	134	150	89
1925....	156	160	177	139	137	161	147	154	95
1926....	129	189	122	146	136	156	136	153	89
1927....	128	155	128	139	138	141	131	155	87
1928....	130	146	152	150	140	150	139	153	91
1929....	121	136	145	156	140	159	138	152	91
1930....	100	158	102	134	123	126	117	144	81
1931....	63	98	63	93	94	96	80	124	65
1932....	44	71	46	73	70	80	57	107	53
1933....									
I.....	34	59	45	51	68	96	51	102	50
II.....	34	57	44	53	62	57	49	101	49
III.....	36	60	48	56	59	54	50	100	50
IV.....	47	66	49	57	59	56	53	101	52
V.....	62	68	65	63	63	62	62	102	61
VI.....	63	74	69	66	65	55	61	103	62
VII.....	94	103	84	66	71	67	76	107	71
VIII.....	81	120	71	63	72	67	72	112	64
IX.....	78	101	69	62	76	77	70	116	60
X.....							70	117	59

Ce tableau est un véritable miroir de l'économie des Etats-Unis, avant leur entrée dans la guerre jusqu'en Octobre dernier; il nous présente donc déjà les premiers effets de l'expérience Roosevelt. Nous pouvons le considérer comme l'expression de l'économie et non pas seule-

ment de l'agriculture, parce que dans la colonne des prix payés par l'agriculteur pour les engrais, les machines et les objets de consommation, se trouvent signalés les indices du niveau industriel.

Nous voyons par là qu'au cours d'une période de presque vingt années, l'agriculteur américain n'a eu que pendant quatre ans un pouvoir d'achat au-dessus de la normale, en supposant comme telle la période d'avant-guerre. Il a suffi, cependant, de la baisse des deux années antérieures et des deux années postérieures pour annuler cet excédent, d'ailleurs peu considérable, puisque, en quatre ans, il n'a été en moyenne que de 10% au-dessus de la normale. Il est certain que pendant ces quatre ans la hausse des céréales a été considérable; celle des autres produits n'a pas été aussi grande, les prix des articles acquis augmentaient toujours, ce qui fit diminuer le bénéfice pouvant servir de réserve contre les préjudices futurs.

Le pouvoir d'achat de l'agriculteur se conserve, depuis 1921, au-dessous de la normale, ou plutôt, du niveau d'avant-guerre; dès 1930 a commencé la descente catastrophique, dont le point le plus bas est accusé en Février 1933, alors que l'agriculteur perdait 51 pour cent de son pouvoir d'achat d'avant-guerre.

Les effets de l'administration Roosevelt commencèrent à se faire sentir à partir de ce moment, le pouvoir d'achat, les mois suivants, remonta successivement à 52, 61, 62 et 71 pour cent de ce qu'il était avant-guerre, pour redescendre de nouveau à 64, 60 et 59 en Août, Septembre et Octobre. Il s'en est suivi la perte d'une grande partie du gain obtenu, mais non de sa totalité, et il est utile d'ajouter que l'indice de Septembre de l'année précédente avait été de 56.

On comprend, devant ce tableau, que le mécontentement des agraires, longtemps contenu et successivement déçu par les promesses des politiciens, ait embrassé,

comme dernière espérance, la candidature de Roosevelt ; et qu'à présent, en constatant après quelques mois d'amélioration passagère la continuation de la débâcle, il soit entré dans une phase de désespoir, sur la déclaration que, étant donné que Wallace, ministre de l'Agriculture, et le Président lui-même avaient trahi la cause agraire dont ils s'étaient fait d'une manière si catégorique les défenseurs, il ne restait plus aux paysans que la grève de vente et d'achat, sinon même la protestation par la violence et l'insurrection armée.

La déception des agriculteurs est d'autant plus grande qu'il est certain que Roosevelt dans son programme, dans l'orientation qui ressortait de tous ses discours, s'était donné comme un agrophile décidé, connaisseur du problème agraire, de ses difficultés compliquées et de la justice à laquelle ses victimes avaient droit. En outre, le phénomène de la divergence entre les prix agricoles et les prix industriels, avec chute du pouvoir d'achat de l'agriculteur, est connu non seulement en Amérique mais encore dans le monde en général ; on lui donne même, dans l'argot économique, le nom de *ciseaux*, où l'on voit, dans les deux éléments discordants, l'image des deux lames qui s'écartent.

Les plus pessimistes accusent déjà l'expérience Roosevelt de faillite totale. Aujourd'hui même je trouve dans un journal français l'invective suivante : « Sur tous les points et dans toutes les opérations le résultat est désastreux. Dépenses fédérales augmentées... déficit vertigineux... 100.000 chômeurs seulement occupés par le programme de travaux publics qui devrait occuper un million d'hommes au moins... L'Agricultural Adjustment Administration, le Farm Credit Bureau, la Grain Corporation travaillant avec des résultats moindres et des dépenses plus élevées que le Farm Board et les interventions agricoles de Hoover, qui avaient été tellement cri-

tiquées par Roosevelt... à l'encontre des promesses de la propagande des augmentations douanières ont été faites... le rétablissement du pouvoir d'achat et de l'équilibre entre les prix agricoles et les prix industriels n'a pas été réalisé ; la campagne des achats a échoué... La loi bancaire Federal Securities Act n'a servi qu'à paralyser le marché de capitaux... La conversion du quatrième Liberty Loan commence mal... La Federal Reserve Bank a abusé de l'achat de papiers de l'Etat, en diminuant sa liquidité. (M. Cheminade, in *Je suis partout*).

Nous n'allons pas si loin dans cette condamnation. Nous préférons, surtout, au lieu d'accuser simplement, tenter d'expliquer l'échec relatif en comparant ce qui nous semble qu'aurait dû être la solution logique du problème américain à l'action effective de Roosevelt, en cherchant à mettre en évidence les causes de l'orientation pratique erronée, qui sont surtout politiques et qui proviennent de ce que la réforme du système économique n'a pas été intégrale.

*

Quelle a été, en fait, l'action de Roosevelt dans ses lignes générales ?

Avant tout, les manifestations de la crise sur lesquelles le Président voulait surtout faire porter ses efforts étaient au nombre de deux : le chômage dans le champ industriel et l'endettement insupportable dans le champ agricole. Pour attaquer le premier il proposa un plan de travaux publics, de constructions navales, de travaux de boisement, qui devaient absorber une partie des ouvriers sans emploi, et une série de règlements de travail (codes) prescrivant pour les différentes industries une diminution de la semaine utile et une augmentation des salaires, d'où il devait résulter automatiquement

l'engagement d'un personnel plus nombreux pour une même masse d'articles produits, et d'où l'on attendait également une augmentation générale du pouvoir d'achat par suite de l'augmentation de la masse des salaires payés.

En ce qui concerne l'endettement écrasant de l'entreprise agricole, Roosevelt prétendait avant toute autre chose obtenir une dévaluation de la monnaie, de façon à faciliter le paiement des capitaux prêtés. Il présentait pour cela l'argument, qu'il considérait équitable, que l'on devait dévaloriser le dollar jusqu'à ce que son pouvoir d'acquisition en marchandises devint égal à celui qu'il avait au moment où les dettes avaient été contractées.

Cette politique de dévaluation ou d'inflation semblait présenter également l'avantage de provoquer l'activité des capitaux arrêtés, avec l'idée également que la crise est quelque chose d'essentiellement passager et remédiable, que c'est un point mort causé surtout par le manque de confiance, auquel il suffirait de donner la première impulsion d'encouragement pour que tout l'organisme paralysé revienne à la vie.

En outre, un fort courant de théoriciens de l'économie, Américains, Anglais et même d'autres nationalités, répandait avec force l'idée que la crise était simplement monétaire, qu'il n'était besoin que d'augmenter les moyens de paiement. Ceci ne pouvait même être considéré comme *inflation*, au sens péjoratif du mot, d'une exagération du milieu circulant, mais, au contraire, devait plutôt être désigné comme *reflation*, c'est-à-dire, une augmentation justifiée de la circulation dans le but de l'adapter à un plus gros volume des besoins.

Pour tous ces motifs, la dévalorisation du dollar semblait s'imposer, principalement pour satisfaire ce grand courant d'*intérêts débiteurs*, qui, avec le courant opposé

des *intérêts créanciers*, forment les deux pôles du dynamisme économique des États-Unis.

Mais l'allègement des dettes ne suffisait pas. Il fallait également faire redescendre à la normale la surproduction agricole qui, au cours de l'expansion de la guerre, avait pris naissance et semblait menacer de devenir perpétuelle. En réduisant la production, il y avait lieu d'attendre que les prix montassent en rétablissant ainsi l'équilibre des comptes de l'agriculteur. C'est dans cet esprit que fut promulgué l'Agricultural Adjustment Act, en vertu duquel ont déjà été entrepris des programmes de réduction, pour le coton (récemment il y avait déjà 1.031.000 contrats de signés d'après lesquels les agriculteurs s'engageaient à retrancher de la culture un total de 3.401.000 acres, ramenant ainsi la récolte présumée de 16.560.000 balles à 12.300.000; en échange, ils devront recevoir des primes s'élevant au total à environ 110 millions de dollars, montant qui sera obtenu par voie et moyen d'une taxe appliquée au coton lui-même), pour le blé (on prévoit un montant de primes de 125 millions de dollars en 1933, obtenus à l'aide d'une taxe de 30 cents par boisseau appliquée à tout le blé de la consommation nationale; en échange, les agriculteurs, réunis en syndicats, effectueront la réduction correspondante), pour le maïs et pour le porc (achat immédiat de 4 millions de porcs et de 1 million de truies, qui seront transformés en matière alimentaire à distribuer aux nécessiteux par l'intermédiaire de l'Unemployment Relief Administration, et en graisses, cette combinaison étant financée par une taxe de 1/2 cent par livre anglaise appliquée à la totalité du produit). Sont également en voie d'exécution des programmes pour les produits laitiers et pour le tabac.

Quels ont été les effets pratiques du programme Roosevelt? Ses résultats ont-ils été aussi négatifs que le pense l'auteur français que nous avons cité, ou que sem-

ble le faire comprendre la violente protestation représentée par la grève récente des agriculteurs? Cherchons à faire une juste analyse.

Les défenseurs du plan affirment que trois millions de chômeurs ont déjà été réabsorbés par l'industrie, soit plus du tiers du chiffre total, ce qui est remarquable, surtout si nous tenons compte qu'une partie du chômage actuel représente le chômage normal et chronique existant avant la crise.

La baisse des derniers mois, le mouvement d'animation des affaires qui s'est produit au début de la nouvelle administration, peuvent être interprétés de deux manières: soit comme preuve de ce que les mesures prises n'ont eu que l'effet psychologique d'un stimulant d'action passagère, dont la perspective d'inflation, la dévalorisation monétaire qui en est résultée et la spéculation conséquente qu'elle a déchaînée ont été les éléments moteurs, avec l'effet remarquable de faire augmenter plus vite les prix agricoles, qui, du fait qu'ils dépendent davantage de l'exportation, sont plus sensibles à une cause monétaire, différence de valorisation fugitive cependant et suivie d'une réaction contraire; soit simplement comme le signe qu'encore que le plan soit efficace il devait entraîner une dépression relative à la suite de l'énergique stimulation initiale, dépression qui se changera vite en une nouvelle amélioration.

Il est certain que le programme de l'abaissement de la surproduction est un programme sain, qui doit amener un résultat à échéance lointaine, surtout si les mesures prises sont complétées par des mesures semblables dans d'autres pays ou moyennant des accords internationaux généraux; ou, mieux encore, au moyen d'une série d'accords de réciprocité établissant l'ordre dans l'économie mondiale sur la base du principe des économies nationales complémentaires.

Dans leur propagande de *justification* devant la protestation de la *grève agricole*, les représentants de l'administration proclament que les agriculteurs ont déjà beaucoup gagné dans leur revenu global. Une des fins du plan Roosevelt étant d'élever ce revenu de cinq à onze milliards de dollars, une augmentation jusqu'à six milliards et demi aurait déjà été obtenue au cours de ces premiers mois.

Ils affirment que le sens profond de la révolution économique est l'alliance du travailleur industriel et de l'agriculteur, que ces deux composants de l'économie ont déjà été très favorisés par l'action de l'Etat, et qu'ils doivent continuer à l'être.

Ce schéma du nouvel ordre *travailleuse-agraire* forme un intéressant contraste avec la formule bolchéviste de l'hégémonie du travailleur industriel, avec l'esclavage ou la destruction pratique de l'agriculteur libre. Ce contraste est d'autant plus accentué que les agriculteurs ayant réclamé un code représentant pour eux la garantie d'un juste bénéfice, l'administration s'est refusée à en accepter l'idée, en disant que celle-ci représenterait le travail réglementé par l'Etat, du lever au coucher du soleil, de chacun des 6.500.000 d'agriculteurs américains; elle affirmait ainsi une nette orientation anti-bolchéviste en ce qu'elle ne voulait pas pour l'agriculture cette servitude, qui est un des éléments essentiels du bolchévisme. Mais, d'autre part, l'idée que l'on peut sortir de la crise au moyen d'une élévation générale des prix et des salaires, est une idée ayant quelques réminiscences du socialisme, tout en ayant pour elle des antécédents psychologiques dans la bonne tradition capitaliste américaine. Nous pouvons dire que le préjugé du haut salaire industriel est l'expression la plus synthétique du capitalisme-socialisme américain, d'un haut salaire qui est l'idéal de ce nouveau travailisme américain provoqué par

l'expérience de Roosevelt, mais qui était déjà auparavant l'évangile de Ford et de tous les capitalistes américains, qui voyaient la solution de la crise dans l'augmentation du pouvoir d'achat provenant de l'augmentation indéfinie de la rémunération du travail.

C'est aujourd'hui une vérité notoire que l'identité profonde du capitalisme et du socialisme; cette liaison, à laquelle nous venons de faire allusion, est un signe de la parenté intime entre les deux formes de l'économie matérialiste. Mais le plus grave est que cette formule quintessentielle du mauvais régime économique américain a réussi à survivre à sa répudiation solennelle de la part du peuple dans l'acte du sacre de Roosevelt comme Dictateur économique; et dans le programme de ce dernier, ce préjugé des hauts salaires industriels (et en général des hauts prix) comme panacée de régénération, a tout l'apparence d'une lourde réminiscence du passé qui menace de compromettre l'avenir. C'est là le point faible de l'expérience Roosevelt, que l'écrivain français dont nous avons parlé définit ainsi: «L'erreur de Roosevelt a été de penser qu'il suffirait d'élever le niveau des prix pour rétablir la situation. Or l'Amérique ne souffrait pas de baisse, mais bien d'inégalité dans la baisse.» Le préjugé de Roosevelt, nous devons le dire, fut également le préjugé *officiel* de la Conférence de Londres, bien qu'il n'ait pas été celui de la Délégation Portugaise à cette même Conférence, ainsi qu'en font foi ses affirmations que l'on trouve dans des documents présentés officiellement, telles que celles-ci: Le crise économique consistant, plutôt que dans la baisse des prix, dans le manque d'ajustement entre les prix... si la formule préconisée de leur relèvement général, dans une conception un peu simpliste, est agréable à notre désir d'une plus grande prospérité... nous pensons que c'est l'ajustement relatif des prix, surtout l'adaptation du prix des produits

agricoles à celui des produits industriels qui a surtout de l'importance⁽¹⁾.

Il est certain que Roosevelt a considéré comme un grand mal l'infériorité relative des prix agricoles, mais, pratiquement, il a renoncé à apporter un remède à ce mal dans la mesure où il se laisse influencer par le préjugé du haut salaire industriel individuel. Nous estimons que l'on ne peut sortir de la crise qu'en augmentant en même temps la partie qui revient à la somme totale des salaires dans la répartition du revenu industriel (ce qui entraîne une certaine diminution de la partie du capital), mais en abaissant d'autre part le salaire individuel dans certaines industries, afin que le chômage diminue, que le prix industriel devienne modéré, et que s'établisse ainsi le juste rapport d'échange entre le produit agricole et le produit industriel.

Roosevelt, bien que voyant parfaitement la nécessité de favoriser le secteur agricole, se laisse influencer d'autre part par le préjugé traditionnel américain du haut salaire industriel, et son action pratique semble vouloir embrasser en même temps ces deux fins inconciliables.

Un autre défaut de la politique du *New Deal* consiste, nous l'avons déjà dit, à recourir à l'inflation, à la spéculation, à la manipulation monétaire.

Le grand argument en faveur de la politique qui assure au dollar une stabilité exprimée plutôt en valeur de marchandise qu'en valeur d'or, est qu'il convient que les dettes soient liquidées à la même parité réelle où elles ont été contractées. Cet argument frappe à première vue mais une analyse réfléchie nous oblige à lui donner une réponse négative, si nous nous rendons compte que le danger d'une gérance arbitraire de la monnaie serait pire que le désavantage de son instabilité naturelle, que

(1) Voir pg. 59/61 du présent ouvrage.

l'introduction du nouveau système provoquerait, par son innovation brusque, des variations d'équilibre désastreuses, que la partie de la spéculation dans le revenu national augmenterait; au premier moment, la situation du débiteur serait allégée, mais, comme il ne se trouve pas en situation d'amortir le total de sa dette, comme de cette politique résultent nécessairement des effets immédiats d'une dépression plus grande, les paiements futurs de cette dette seront rendus difficiles par l'accroissement conséquent du déséquilibre de l'exploitation.

Il faut remarquer que la variation de la valeur intrinsèque de la monnaie est, passé quelque temps, en grande partie compensée par l'adaptation des autres éléments de l'économie à la nouvelle valeur; ainsi donc, la manipulation monétaire risque de produire, en même temps que des injustices, des déséquilibres encore plus grands.

Les particuliers devraient avoir le droit de se mettre d'accord entre eux sur le paiement des dettes rapporté à certains articles; ceux qui craindraient une variation possible et excessive de la valeur de l'or pourraient donc ainsi se mettre en garde. Dans le cas de l'agriculture ruinée par les dettes le grand mal ne réside pas dans le régime monétaire de la stipulation du paiement, mais bien dans le fait même que les dettes sont trop fortes, dans l'abus du crédit. Dans un régime normal et sain, le recours global au crédit de la part de l'entreprise doit être assez limité, de façon que les variations intrinsèques de la valeur de la monnaie du fait qu'elles affectent la valeur réelle des dettes ne puissent affecter d'une manière catastrophique la solvabilité de classes entières de producteurs.

Lorsque ceci tend à se produire, l'Etat doit aussitôt intervenir pour rétablir l'équilibre de la situation économique, et ainsi un endettement désastreux, catastrophique, ne pourra avoir lieu.

Si cependant l'Etat ne le fait pas et s'il laisse une semblable situation se créer, dans ce cas, au lieu d'avoir recours à l'expédient facile mais dangereux de la dévaluation de la monnaie, il serait plus logique et plus salubre pour lui d'endosser la responsabilité d'une partie de cette dette.

Le recours à la dévalorisation monétaire du programme de Roosevelt représente l'expédient du moindre effort avec la mise à profit de l'impôt indirect de l'inflation, peu ressenti dès l'abord par le contribuable mais qui avec le temps devient désastreux pour la société, — ou bien encore exprime, dans l'espèce plus compliquée de la monnaie dirigée, une orientation de nationalisation économique par trop absolue, qui met entre les mains des gouvernants de véritables pouvoirs socialistes et fait retomber sur eux à tout instant la responsabilité d'assurer la justice exacte des rapports économiques.

La saine conception des fonctions de l'Etat est très différente, car elle se borne à lui prescrire des interventions prudentes, réservées pour combattre les grandes causes perturbatrices.

Il faut également songer que la tendance inflationniste de l'expérience américaine s'explique en partie par le mécanisme politique dont est résulté la «dictature» du Président.

On ne doit pas oublier que cette «dictature» est une dictature d'origine constitutionnelle et électorale. C'est une délégation de pouvoir, très étendu sans doute, mais qui repose sur la base très fragile de l'opinion et de la conjoncture politique constituées par la convergence en grande partie accidentelle de différents facteurs. On a construit une machine à gouverner très puissante, mais qui doit effectuer son travail en toute hâte, parce que personne ne peut assurer la solidité de la plateforme sur laquelle elle repose: il est naturel que la meilleure *idée*

qui vient à l'esprit du mécanicien est de bloquer les soupapes et d'adopter la marche forcée malgré le danger d'explosion, plutôt qu'un plan de travail prudent, établi avec une vaste vue d'ensemble et de larges prévisions, qui présente, cependant, le grand défaut de ne pas avoir de probabilités d'être réalisé dans le court délai de confiance que l'opinion électorale a l'habitude de concéder à ses favoris.

L'inflation, morphine qui endort les douleurs économiques, acceptée avec plaisir par les masses électorales, s'impose irrésistiblement aux gouvernants sacrés par la démagogie des urnes, dès que ses doctrinaires réussissent à organiser en sa faveur une apologie spécieuse, sophistique.

Pour terminer, nous présentons les lignes générales de ce que devrait être, à notre sens, le plan de l'intervention de l'État dans le problème économique américain si celui-ci devait obéir exclusivement à l'intérêt social et national, entièrement libéré des pressions déformantes de la machine électorale et des mauvaises idéologies. La déviation entre la ligne générale de ce plan et la courbe suivie par l'économie américaine marque, à nos yeux, le coefficient de survivance des vices et des préjugés du vieux régime économique politique dans l'État Nouveau du Président Roosevelt.

*

Principes généraux: Ne pas se lancer dans la manipulation monétaire ni dans l'inflation, parce que l'on excite ainsi la spéculation (dont la part dans la distribution du revenu national augmente) en obtenant des résultats apparemment avantageux mais passagers, suivis d'une réaction inverse lorsque l'inflation vient à s'arrêter.

— Ne pas se donner comme fin maximum une éléva-

tion générale de tous les prix, mais bien la juste proportion entre les différentes catégories de prix, en élevant les uns et en abaissant les autres.

Application. 1) Long moratoire des dettes pour les catégories de producteurs dont le pouvoir d'achat aura été le plus diminué par la conjoncture de crise, spécialement les agriculteurs; pour certaines catégories particulièrement intéressantes au point de vue social ou national, l'État pourrait assumer une partie de la responsabilité de ces dettes sur le fonds de la responsabilité qui revient au corps social dans cette endettement, du fait que de flagrantes conditions d'injustice économique ont existé contre certaines catégories de la production.

2) Mesures en faveur de ces producteurs visant au rétablissement de leur pouvoir d'achat, en particulier une restriction modérée de la production agricole excédentaire, dans le but d'arriver à une élévation des prix, des bénéfices et des salaires; ces mesures de restriction de la culture, lorsqu'elles ont trait à des produits en partie exportés, devraient, afin de ne pas être rendues inefficaces par la concurrence extérieure, être complétées par des accords internationaux ou de caractère général, ou, mieux encore, sous forme d'une série de traités bilatéraux conclus avec les pays importateurs assurant, sur la base de la réciprocité de la part de chacun d'eux, la réception garantie d'une partie aliquote du contingent annuellement exporté.

3) Etablissement de *codes* ou règlements pour les classes de l'industrie ayant subi pendant la crise une diminution de pouvoir d'achat inférieure à la diminution moyenne, prescrivant en premier lieu *une réduction raisonnable du bénéfice capitaliste*, ce qui permettrait d'augmenter *la somme totale des salaires* mais serait accompagné en même temps de *la baisse du salaire individuel* dans ces classes de l'industrie. Il résulterait de tou-

tes ces mesures une diminution du chômage, une augmentation de la production industrielle et de sa consommation au moyen d'une réduction modérée des prix, ce qui contribuerait au rétablissement d'un juste rapport d'échange entre le produit agricole et le produit industriel.

4) Autant que possible, la réduction des bénéfices, des salaires et des prix établie dans ces *codes* devrait être proportionnelle, pour chacune des grandes classes de producteurs, à la différence entre la diminution de leur pouvoir d'achat et la diminution générale.

5) On attribuerait aux différentes corporations la fonction de rendre ces *codes* effectifs sans intervention directe de l'Etat, qui se bornerait à appliquer un impôt compensateur aux corporations qui ne les appliqueraient pas, en faveur de celles qui adopteraient leur discipline.

*
* * *

Notre explication de la crise vis-à-vis des explications courantes

Selon P. Einzig, voici les principales théories qui ont été présentées pour expliquer les premières phases de la crise actuelle :

- 1) Crise périodique (cycle d'affaires)
- 2) Équilibre troublé
- 3) Coïncidence d'un certain nombre de facteurs indépendants
- 4) Surproduction
- 5) Surcapitalisation
- 6) Surspéculation
- 7) Sous-consommation

- 8) Causes monétaires
- 9) Facteur moral
- 10) Besoin de revenir au niveau d'avant-guerre
- 11) Manque de coopération

Voyons si l'explication que nous avons donnée de la crise peut englober ces théories diverses, ou tout au moins en tenir compte.

Pour ce qui concerne le caractère cyclique de la dépression, nous avons essayé de démontrer, au cours de notre étude, que nous nous trouvons en présence d'une crise cyclique par sa forme et en partie par son origine, mais non pas cyclique par sa relative irréversibilité. Elle a un rythme spécial, qui vient de sa grandeur, de sa généralité, de son emplacement chronologique au bout de l'évolution capitaliste-socialiste, tout en ayant de commun avec les autres crises les facteurs d'instabilité et d'usure qui en sont l'origine.

Or, comment accorder, justement, ces facteurs d'instabilité et d'usure avec les causes énumérées par Einzig et que nous pouvons considérer comme une revue complète des opinions diverses au sujet de la crise mondiale ?

L'équilibre troublé (2) rentre évidemment dans notre conception de l'instabilité, ainsi que la plupart des événements groupés sous le n.º (3), comme l'introduction des tracteurs dans l'agriculture, la démonétisation de l'argent, le retrait des crédits américains, l'activité agressive des Soviets (à notre point de vue, le premier de ces événements est une instabilité ayant comme origine un brusque progrès technique, le second, également, une instabilité découlant d'un progrès social aussi subit ; les deux autres sont des instabilités de guerre, de guerre économique et de guerre sociale).

Quant à la surproduction (4), surcapitalisation, et surspéculation (6), il nous faut d'abord montrer la racine commune de ces trois facteurs.

La surproduction est l'effet de la surcapitalisation, et celle-ci est à son tour l'effet de la surspéculation. Le calcul exagéré des possibilités de production fait par le producteur (surproduction) a été, d'une certaine façon, approuvé par le créancier, amenant celui-ci à la concession de crédits exagérés (surcapitalisation), et aussi par le spéculateur (ou plus exactement par le public, qui fournit au spéculateur professionnel la base d'un optimisme excessif); la surspéculation se trouve donc ainsi intimement reliée à la surproduction et à la surcapitalisation. Pour mieux éclaircir cette pensée, on pourrait dire qu'il y a peu de différence entre le producteur, lorsqu'il produit ce qui n'est pas nécessaire, et le capitaliste, lorsqu'il prête des capitaux qui ne sont pas nécessaires à la production et qui ne servent qu'à la surproduction, et le spéculateur, qui donne aux valeurs une cote qui ne correspond pas à leurs possibilités de production. Pour mieux voir cette affinité, il faut songer que les biens surproduits ne sont pas encore, à proprement parler, *produits*, car la production, au point de vue économique, s'entend comme étant composée de biens utilisables, consommables, et les biens en surproduction ne le sont pas. Il y a, dans la surproduction, plutôt une intention de production qu'une vraie production économique. Or, cette même intention de surproduction existe dans la surcapitalisation et la surspéculation. Tant ceux qui surcapitalisent que ceux qui alimentent la spéculation de leur optimisme, croient aux possibilités de l'augmentation indéfinie de la production et collaborent à la poursuite des mêmes fins.

Mais il faut pousser l'analyse encore plus loin : ces trois éléments de l'économie en dépression, le surproducteur, le surcapitalisateur, le surspéculeur, n'ont pas, à vrai dire, comme fin dernière, la production, mais bien le profit par la production. Le profit est le but

auquel ils pensent, la production est le simple moyen. Ce n'est pas la surproduction qu'ils désirent, c'est le profit, c'est-à-dire, l'usure. Voilà donc découvert, comme élément qui relie trois des causes, généralement proposées, de la crise mondiale, justement un des facteurs que nous avons nous-même indiqué.

Mais quand nous remarquons aussi que les explications de la crise doivent aboutir à la considération du phénomène de sous-consommation (7) en contraste avec la surproduction, nous pouvons atteindre encore plus de clarté. Il nous est possible à présent de voir que la tendance au plus haut profit (ou au profit indéfini), qui est pour ainsi dire l'élément actif de l'usure, est accompagné de la sous-consommation, qui représente une diminution économique d'un autre secteur de l'économie, et celui-ci est l'élément passif, l'élément exploité, dans ce même phénomène de l'usure. De ces quatre causes indiquées pour expliquer la crise — la surproduction, la surcapitalisation, la surspéculation et la sous-consommation — nous pouvons donc dire qu'il y a entre elles une étroite affinité pathologique, et l'idée commune qui les rapproche est l'hédonisme abusif, l'usure. Tous ces phénomènes à la base d'usure, ont aussi un aspect dynamique, qui les fait également rentrer dans l'autre facteur de la crise que nous avons indiqué : l'instabilité.

Pour ce qui est des causes monétaires, il est facile d'y découvrir aussi le facteur d'usure et le facteur d'instabilité. Il y a d'abord le phénomène connu de l'élévation des prix après la guerre, qui, ayant atteint un excédent de 40 %, a rendu insuffisante la quantité de monnaie; il y a dans ce phénomène une espèce d'usure de la marchandise contre la monnaie, chaque marchandise s'échangeant contre une quantité exagérée d'or. Survient comme réaction la valorisation, la demande excessive de l'or et sa concentration dans les pays et les secteurs économiques

qui peuvent l'obtenir. Ce mouvement, qui était légitime à son début, en tant que défense contre l'usure de la marchandise, devient à la longue excessif et constitue à vrai dire l'usure contre la marchandise. L'or devient rare par sa concentration dans certains pays, et les prix sont obligés de baisser plus qu'il n'était nécessaire pour corriger la hausse excessive. Ce contraste d'action et de réaction, cette succession de deux tendances d'usure, est aussi une cause très forte d'instabilité, aggravée par l'abus du crédit à court terme, surtout dans les rapports financiers internationaux.

Cette exagération des prix après la guerre, et la résistance des secteurs intéressés à la perdre, est justement indiquée aussi comme cause de la crise (10); il y a clairement un fait d'usure dans cette exagération. Le facteur moral (9) ou la destruction de la confiance à la suite de scandales retentissants, effet de la décadence morale des milieux économiques et financiers, a également rapport à l'usure, dans ses formes les plus outrées et les plus abusives. La cause (10), perturbation de l'équilibre économique, a évidemment un contenu d'instabilité.

*
* *

Quelques citations opportunes

«Irgendeine andere Möglichkeit der Vergrößerung des Kreditvolumens ist nicht vorhanden, es sei diejenige der Neuschöpfung langfristiger Kredite».

«Wenn schon die Aufrechterhaltung eines konstanten Preisniveaus eine ausserordentlich wichtige Aufgabe der

verantwortlichen Kreise ist, so darf sie nicht die einzige bleiben. Die jetzigen massgebenden Stellen sind aber hypnotisiert von der Preisfrage und übersehen dabei vollkommen, dann bei der jetzigen Methode das deutsche Volk restlos verelenden und verhungern wird. Zur richtigen Regulierung des Marktes gehört neben der Pflege des Geld — und Kreditwesens, dass von den Banken verwaltet wird, auch die Pflege der Produktion». (*Hans Bolza — Die Wirtschafts Krise 1932*).

«It is a well known fact that whenever the smooth working of our economic system is disturbed, for whatever reason it may be, the immediate consequence is that some sections of producers and consumers are bound to suffer. Even though the disturbance involves a change for the better, the immediate affect upon a certain number of people is usually unfavourable». (*The World economic Crisis — P. Einzig*).

«It appears that every country is now endeavouring to work out its own salvation by pursuing a mercantilist policy. As a result of the break-down of the endeavours to establish international co-operation this appears to be the only alternative. Undoubtedly every country stands to lose by it in certain directions... The result of the endeavours to produce the greater part of the requirements at home will be that goods will be produced in less favourable conditions. But the disadvantage of this will be compensated to a great extent by the greater stability of economic conditions in every country. One of the great disadvantages of the internationalization of our economic system has been that prosperity in most countries has been made dependent to a too great extent upon conditions in other countries». (*P. Einzig*).

«Der Grad der Intensität der Krise hängt von der Art der Verbindung des einzelnen Landes mit der Weltwirtschaft ab. Je näher die Industrien zur Weltwirtschaft stehen und je weniger sich der Staat in die Frage der Wirtschaftsdepression einmischt, desto intensiver wird die Krise verspürt». (*Die Ursachen der Krise — Felix Somary*),

«Wo sich die Preise der Fabrikate — und zwar die Konsumpreise — am schnellsten der Tendenz des Weltmarktes angleichen werden, dort wird die Krise am raschesten überwunden werden». (*Die Ursache der Krise — Felix Somary*).

«Die Kehrseite der Überorganisierung ist die Schwierigkeit oder Unmöglichkeit des Einblicks in die wirklichen Verhältnisse und die ausserordentliche Gefahr für das ganze Wirtschaftsleben die ein Zusammenbruch eines solchen Konzerns bedeuten mag». (*Somary*).

«Politische Notwendigkeiten ersten Ranges verlangen rasche Beendigung der Krise. Was kann zu diesem Zweck geschehen?...

«Notwendig ist rasches Handeln, und dafür gibt es nur zwei Möglichkeiten: Die erste ist Annäherung der Preise der Fertigfabrikate an die der Rohmaterialien, durch Herabsetzung der ersteren und Verhütung des weiteren Senkens des letzteren». (*Somary*).

«Sinken der Fabrikatpreise bis zu dem Punkt, an dem Belebung des heimischen Konsums und Verkehr mit den Rohstoffländern wieder einsetzen kann; Senkung der Bahntarife bis zur internationalen Konkurrenzfähigkeit: Reduktion von Gehältern und Löhnen sowie proportionale Senkung der Detailhandelspreise der wichtig-

sten Konsumartikel; radikale Kürzung des Haushalte der öffentlichen Körperschaften — wahrlich ein weiter Weg, der zurückzulegen ist, ehe man von Krisenend sprechen kann». (*Somary*).

«En interprétant la loi de King et en la développant d'une façon nouvelle, nous avons pu établir qu'un excédent de blé de 60 % (dû à l'abondance de la récolte ou aux stocks) fait tomber la valeur de la récolte à la moitié de la valeur initiale, et un excédent de blé de 100 % fait tomber la valeur de la récolte à un tiers de sa valeur initiale. Il n'est donc pas étonnant que la puissance d'achat de l'agriculture ait diminué entre 1929 et 1931 aux Etats-Unis de 50 % et en Allemagne de 30 %». (*Manoïlesco*).

«Les formes sous lesquelles les relations économiques internationales futures seront conçues, ne seront ni le libre-échange ni la clause de la nation la plus favorisée, mais bien des traités de commerce, des unions douanières, des préférences, des contingents d'importation, et ainsi de suite». (*W. Lombart*).

«Comme... le besoin urgent d'une coopération économique internationale entre les économies nationales dirigées se fait toujours plus sentir, la politique commerciale mondiale tend graduellement à forger de nouveaux liens entre les unités nationales maintenant largement isolées, par le développement de la coopération contractuelle entre les pays économiquement complémentaires les uns des autres. Par des accords bilatéraux; par des préférences régionales et autres et par le développement des exceptions apportées à la clause de la nation la plus favorisée, qui impliquent un retour au principe de la réciprocité dans les relations économiques internationales,

on assiste à la naissance d'un nouveau système, de coopération économique internationale. Ce nouveau système, basé sur des relations contractuelles entre des économies complémentaires, s'adaptera au système d'économie nationale dirigée et peut éventuellement amener le rétablissement de l'économie mondiale sur des bases entièrement nouvelles». (*G. Pavlosky — de la revue de l'Institut International d'Agriculture*).

«Le succès des mesures déjà adoptées afin de restaurer la prospérité dépendant d'une «économie stricte», ce qui non seulement excluait un abaissement du tarif, mais faisait prévoir même son augmentation progressive. Ceci a fait différer, et même peut-être détruire, les espoirs des Démocrates démodés qui chérissent la croyance que la justice sociale peut seule venir à travers plus de vie internationale». (*Moley*).

«On peut lancer les bases de plusieurs accords bilatéraux, avec une perspective plus optimiste. Mais nous ne devons plus avoir de nouveau un vaste commerce des «sept mers», même après une Conférence Economique réussie». (*Moley*).

«Les nations d'aujourd'hui en sont, *muta'is mutandis*, au point où en était l'Europe quand les rois barbares croyaient pouvoir impunément baisser et relever tour à tour les cours des espèces pour diminuer leurs dettes et grossir leurs créances». (*Delhorbe*)

«La politique économique de Roosevelt établissait les bases d'un État corporatif, conduisant à la notion médiévale du *juste prix*». (*d'un journal anglais*).

«L'époque que nous vivons est une époque de sélection

et de triage dans l'échange international. À la fin de cette époque tous les échanges évitables ayant un caractère d'inégalité et d'iniquité entre les pays co-échangeants seront presque disparus et remplacés par la production locale. Ne resteront comme permanents et définitifs que les échanges ayant un caractère inéluctable ou bien représentant une convenance égale pour les deux parties». (*Manoïlesco*).

«On peut... imaginer pour les produits d'échange, un jeu de contingentements qui permettrait, par une série de conventions internationales, d'assainir et de discipliner l'économie mondiale». (*Gaxotte*).

«... Les contingentements pourraient un jour devenir par un jeu bien mené de concessions mutuelles, des instruments de conciliation et répartition méthodique». (*Brocard*).

«Tel qu'il est compris par l'administration de Roosevelt, «internationalism» (dont la doctrine a été formulée d'abord par Moley) signifie que les besoins domestiques d'une nation doivent toujours être considérés en première ligne. Quelquefois, pourtant, il peut arriver que deux ou plusieurs pays, chacun en poursuivant des fins strictement domestiques, pourront découvrir des avantages dans une coopération mutuelle». (*Mitchell*).

«Les nations du monde doivent poursuivre une politique d'isolement économique si elles veulent diminuer le danger de conflit international. Idées, connaissances, science, hospitalité, voyages, voilà des choses qui de leur nature doivent être internationales. Mais il faut permettre que les biens soient faits à la maison quand il soit raisonnablement et convenablement possible et surtout que la finance soit en première ligne nationale». (*Keynes*).

«Pendant toute cette période de rétablissement, les contingentements paraissent inévitables. Ils présentent d'ailleurs pour cette période des avantages extrêmement intéressants. Ne faisant pas intervenir la notion des prix, mais seulement la notion des quantités, ils permettent d'obtenir une organisation des échanges indépendante des prix et, par conséquent, des variations des cours des monnaies.

«Ils évitent également de pousser au dumping comme le font les élévations de droits de douane. Portant sur des quantités et non sur des prix, ils permettent beaucoup plus facilement les ententes internationales entre producteurs et, par conséquent, ils peuvent contribuer à favoriser l'établissement des ententes internationales qui sont seules capables d'arrêter la chute des prix mondiaux», (*Lacoin*).

«La concurrence terrible qui a ruiné le marché international ne pourra s'atténuer que le jour où les principaux pays intéressés au marché international auront déjà retrouvé un équilibre intérieur leur permettant de renoncer aux ventes à perte et au dumping sur le marché international». — «Le rétablissement doit donc, dans son ensemble, être prévu en deux phases. La première phase, qui est en cours, comporte le repliement de l'économie des différents pays sur eux-mêmes, en une sorte d'autarchie qui permettra de développer les marchés intérieurs. La seconde phase consistera dans une reprise des échanges internationaux par abaissement des barrières douanières. Elle ne peut intervenir qu'une fois que l'équilibre intérieur sera rétabli dans un nombre suffisant de pays». (*Lacoin*).

«Avant la guerre, les échanges des peuples européens entre eux, échanges intra-européens pourrait-on dire,

prédominaient. Ils formaient les deux tiers environ de l'ensemble du commerce extérieur...

«Les causes des perturbations actuelles peuvent provenir du dérèglement provoqué par la guerre dans les échanges européens...

«Les échanges européens diminuèrent pour céder la place à un commerce en grande partie unilatéral... Le problème de la crise en ce qui concerne l'Europe se trouve en grande partie ramené au problème des prix et plus particulièrement du nivellement de la disproportion entre les prix des denrées agricoles et des produits manufacturés...

«...Le troc reste... à la base du commerce. La technique commerciale modifie les apparences sans toucher à l'essentiel — la nécessité de la compensation des échanges, donc du troc.

«...L'issue de la crise dépend donc du rétablissement des échanges compensés... La guerre a détruit le circuit des échanges compensés...

«...Il a été démontré que la première conséquence de la guerre a été le déplacement de l'approvisionnement de l'Europe vers l'Outre-mer... Le remarquable ouvrage de M. Oscar Muller enseigne en effet que dans leur temps, les guerres napoléoniennes ont également déclenché une augmentation précipitée des exportations américaines... La première conséquence du choc entre les deux productions, de l'Europe et de l'Outre-mer, fut l'effritement des prix.

«L'expérience des contingentements et des difficultés de paiement ont mené aux compensations contractuelles des échanges.

«Ce procédé fut inauguré quelque temps auparavant, entre l'Allemagne et la Roumanie. L'arrêt des importations à crédit d'outre-mer y poussa. On traita l'orge et le maïs roumain contre le matériel roulant allemand. Des accords

semblables furent passés par l'Allemagne avec la Hongrie, la Yougoslavie et la Finlande. La nécessité d'assurer le remboursement des crédits russes imposa un accord de compensation avec Moscou. La Tchécoslovaquie régla l'ensemble de ses importations. La Turquie déclara n'acheter que contre vente de ses produits. La Yougoslavie instaura un monopole de commerce de blé. La France conclut un accord de compensation avec la Lithuanie. Bien avant, le Brésil était arrivé à échanger son café contre le blé américain». (*Navachine — La Crise et l'Europe économique*).

«... The malady from which the world is now suffering is not of a single character; and no single specific panacea will be sufficient». (*Sir Arthur Salter*).

«We are now in the phase where the risk of carrying assets with borrowed money is so great that there is a competitive panic to get liquid. And each individual who succeeds in getting more liquid forces down the price of assets in the process, with the result that the margins of other individuals are impaired and their courage undermined...»

«... The competitive struggle for liquidity has now extended beyond individuals and institutions to nations and governments, each of which endeavours to make its international balance sheet more liquid by restricting imports and stimulating exports by every possible means, the success of each one in this direction meaning the defeat of someone else...» (*J. M. Keynes*).

«The war and its aftermath provide obvious explanations for most of the world's present troubles, but it is possible that we overestimate their importance as fundamental causes. The war itself was in some sense only a

devastating explosion of forces which in the passage from the nineteenth to the twentieth century were being inexorably generated by the conflict between man's rapid intellectual and scientific advance and his slow mental and spiritual growth.

«... conscious corporative planning is not only desirable means of progress but an avoidable necessity if we are to save the economic structure of modern civilization from disaster... the immediate task to which we should bend all our energies is to prove to ourselves and to the world that planning is consistent with freedom and freedom with planning». (*Sir Basil Blackett*).

«The organization of the modern market is so nearly perfect that we tend to forget that exchange is a two-sided process, and to think of ourselves either as buyers or as sellers, not as exchangers.

«... the period of the war and the following decade appear to me a period in which the misdirection of industry has been the most important influence on industrial activity, and an important, if not the only, influence producing the general fall in prices.

«Two elements of dislocation date from the war which are of exceptional influence in explaining the world depression in the last two years — the uneconomical movement of exported capital, and the destruction of the balance in the world between agriculture and industry.

«You can pack a cotton mill in a basket in Oldham and unpack it in Mozambique, and the creature will begin to purr as soon as you put it on its new mat.

«... if one wishes to sell to agricultural countries, and agricultural prices are tending steadily downwards, as they are even before the recent catastrophic fall, one must be prepared to cut prices to them». (*H. Clay*).

«The causes of each deflation of credit are to be found in some preceding inflation. . . the cure of the trade cycle must be sought in preventing the upward movement of prices rather than in trying to stop a downward movement, once it has come. Inflation and deflation cannot be divided; the first inevitable brings on the second.

«The crisis of to-day represents a failure to manage credit, to avoid alternate inflation and deflation of purchasing power». (*Sir W. Beveridge*).

TABLE DES MATIÈRES

	Pg.
CRITIQUE À «UN PROGRAMME DE RECONSTRUCTION ORGANIQUE DE L'ÉCONOMIE MONDIALE», DE MR. G. DE MICHELIS	3
NOS OBSERVATIONS COMME DÉLÉGUÉ DU PORTUGAL AU COMITÉ PERMANENT DE L'INSTITUT INTERNATIONAL D'AGRICULTURE SUR LA RÉUNION SPÉCIALE DU 7 AVRIL DE PRÉPARATION POUR LA CONFÉRENCE DE LONDRES	17
<i>Ordre du jour annoté</i>	22
<i>Projet de Mr. le Professeur Laur pour une Union Internationale du Blé</i>	25
<i>Projet de Mr. de Michelis et circulation des hommes</i>	27
<i>La destruction d'une partie des stocks</i>	28
UNE PROPHÉTIE FACILE	
<i>Quelques-unes des directives proposées dans le rapport officiel que nous avons présenté avant la Conférence de Londres</i>	33
CONGRÈS DE LA CHAMBRE DE COMMERCE INTERNATIONALE, TENU À VIENNE AU MOIS DE JUIN 1933, AVANT LA CONFÉRENCE DE LONDRES	
<i>Déclaration au Congrès de la Chambre de Commerce Internationale à Vienne</i>	37
<i>Rapport présenté à l'Institut International d'Agriculture sur le Congrès de la Chambre de Commerce Internationale de Vienne</i>	38
LE PROBLÈME DU BLÉ À LA CONFÉRENCE DE LONDRES	
<i>Organisation de la production et du marché mondial du blé. Proposition présentée par la Délégation Portugaise à la Conférence de Londres</i>	43